



POLE

**SHS**

N°

**4**

TITRE

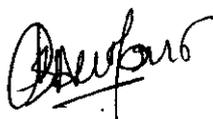
**Marchés - Institutions - Gouvernance**

**Annexe A : Plans de financement**

Dossier validé et transmis par le Responsable scientifique du projet intégré

Date et signature du responsable scientifique

le 10 Octobre 2011



Structure Fédérative : Date et signature du Directeur de la structure



Serge WOLIKOW le 11 Octobre 2011

Nota :

Programme FABER : signature du demandeur et du directeur de laboratoire sur la  
fiche FABER  
demandes d'allocation de thèse, signature du Directeur de l'Unité et du Directeur de

**PARI ACTION - PROJET INTEGRE**  
**Fiche de synthèse 2012**

Opérations / dispositifs	Etablissement maître d'ouvrage	Intitulé de l'opération	Coût de l'opération	TTC	Soutien sollicité	Montant cofinancement	Cofinancier	Ordre de priorité de l'opération.
				HT				
Equipements	UB	Marché Institutions Gouvernance	30 764	TTC	24 764	6 000	Université de Bourgogne (LEG)	1
Poursuite d'un contrat d'étude 2011	UB	Marché Institutions Gouvernance	88 000	TTC	58 000	30 000	LEG BQR Communes Prestations	1
Poursuite d'un contrat d'étude 2011	UB	Stratégies identitaires, expériences vécues et comportements violents des publics de spectacles sportifs	10 360	TTC	10 360			1
Poursuite d'un contrat d'étude 2011	ESC	Les conseils d'administration : composition, rôle, qualité, réseaux d'administrateurs et de dirigeants	70 000	TTC	35 000	35 000	CABFC AFDECA	
Nouveau Contrat d'étude	uB	Regards transatlantiques sur l'intégration de la Bourgogne au royaume de France à l'époque moderne	6 000	TTC	2 000	4 000	Ville de Dijon uB UFC	3
Nouveau Contrat d'étude	uB	Bases de données Constitutionnelles et Politiques Comparées	31 715	TTC	19 715	12 000	Université de Bourgogne (CREDESPO) AUF	5
<b>PROGRAMME FABER</b>	<b>C FABER : PRESENTATION DU CANDIDAT AU PROGRAMME</b>	Denis CLAUDE (MCF) Mickaël CLEVENOT (MCF) Frédéric LASSALLE (MCF)	33 100	TTC	26 000	7 100	Université de Bourgogne	1 1 1
	C FABER Equipement	Denis CLAUDE (MCF)	2 100	TTC	2 100			1
	C FABER Contrat d'Etude	Denis CLAUDE (MCF) Mickaël CLEVENOT (MCF) Frédéric LASSALLE (MCF)	31 000	TTC	23 900	7 100	Université de Bourgogne	1 1 1
	C FABER Contrat d'Etude	AgroSup Dijon	Appropriation de la démarche agro-environnementale par les filières sous AOP en Bourgogne	20 000		20 000		1
	C FABER Post-Doctorant	AgroSup Dijon	Appropriation de la démarche agro-environnementale par les filières sous AOP en Bourgogne	42 000		42 000		1
D 3. allocation de thèse cofinancée par les organismes de recherche, établissements	uB	Localisation des activités économiques et recyclage des ressources rares : une approche par l'économie géographique	99 000		49500	49500	CEA	2
E Allocation post-doctorale	uB	Les droits des personnes face à la révolution numérique	42 000		42000			3
E Allocation post-doctorale	uB	Stratégies identitaires, expériences vécues et comportements violents des publics de spectacles sportifs	42 000		42000			2
<b>S/TOTAL Université de Bourgogne</b>			<b>548 638</b>	<b>TTC</b>	<b>397 338</b>	<b>150 700</b>		
<b>S/TOTAL ESC Dijon</b>			<b>70 000</b>	<b>TTC</b>	<b>35 000</b>	<b>35 000</b>		
<b>S/TOTAL Agrosup Dijon</b>			<b>62 000</b>	<b>TTC</b>	<b>62 000</b>	<b>0</b>		

**FICHE INVESTISSEMENTS**

Responsable scientifique

**Catherine BAUMONT**

Argumentaire scientifique à joindre en fichier annexe

Eligibilité de l'opération au CPER  
régime fiscal

oui  
 HT

non  
 **TTC**

<b>DEPENSES PREVISIONNELLES (HT ou TTC)</b>		<i>Montants suivant devis</i>	<b>RECETTES PREVISIONNELLES</b>	<i>Montants prévus</i>
<i>ordre de priorité</i>			<i>Financements (à détailler)</i>	
1	<b>Base Capital IQ</b>	<b>8604</b>	Subvention demandée	<b>24764</b>
2	<b>Base IODS</b>	<b>5980</b>	autres sources de financement à préciser :	
3	<b>logiciel Mathematica (3 unités)</b>	<b>6290</b>		autofinancement
4		<b>3950</b>		
5		<b>5940</b>		
...n				
				<b>6000</b>
<b>TOTAL</b>		30764	<b>TOTAL</b>	30764

**PIECES A FOURNIR :**

- ⇒ Si dépenses en TTC, attestation de non récupération de
- ⇒ Devis (1 par appareil) datant de moins de six mois et numérotés.
- ⇒ Lettre(s) d'engagement de cofinancement ou autofinancement

## A1 Annexe scientifique à la demande d'INVESTISSEMENTS

Intitulé de l'opération : Equipement opération LEG 073 « Marchés Institutions Gouvernance » Année 3

**RESPONSABLE SCIENTIFIQUE DE L'OPERATION :**

Nom Prénom	BAUMONT Catherine	
Unité de recherche	Laboratoire d'Economie et de Gestion	
Equipe interne		
Coordonnées mail	Catherine.baumont@u-bourgogne.fr	
Coordonnées tel et fax	Tel : 03 80 39 35 21 Tel : 03 80 39 54 30 (secrétariat E. Penez)	Fax : 03 80 39 54 43

**LISTE NOMINATIVE DES PARTICIPANTS A L'OPERATION**

Ettablissement	Nom Prénom	Grade et fonctions	Temps de travail dédié à la réalisation du programme scientifique en % d'ETP
UB - LEG	Baumont Catherine	PR	
UB - LEG	Charreaux Gérard	PR	
UB - LEG	Claude Denis	MCF	
UB-LEG	Clévenot Mickaël	MCF	
UB - LEG	Desbrières Philippe	PR	
UB - LEG	Guillain Rachel	PR	
UB - LEG	Hervé Fabrice	MCF HDR	
UB - LEG	Julien Ludovic	PR	
UB - LEG	Lahrad Kamel	MCF	
UB - LEG	Legros Diègo	MCF	
UB - LEG	Llorca Matthieu	MCF	
UB - LEG	Piégay Pierre	MCF	
UFC - LEG	Laurence Godard	MCF HDR	
UFC - LEG	Pigé Benoit	PR	
UFC - LEG	Poincelot Evelyne	PR	
UFC - LEG	Fabre P.	PR	
UFC - LEG	Mohammed Zouaoui	MCF	
UB - LEG	Ba Sileymane	doctorant	
UB - LEG	Burkhardt Kirsten	doctorant	
UB - LEG	Fizaine Florian	doctorant	
UB - LEG	Lamraoui Z.	doctorant	
UB - LEG	Tiento Aguilii	doctorant	
UB - LEG	Tolle L.	doctorant	

**- Présentation du programme scientifique faisant l'objet de la demande d'investissements, objectifs visés et plus-value apportée par l'acquisition.**

Projet 073 : Les moyens d'équipements sollicités concernent 4 axes du projet SHS : Axe 1 Gouvernance d'entreprises, Axe 2 Gouvernance, Institutions et échelles régionales et Axe 3 Gouvernance mondiale, Axe 4 Les marchés : nouvelles régulations, nouveaux acteurs, nouveaux enjeux. Les équipements demandés visent à consolider les ressources en moyens de production et de traitement de données, ressources nécessaires au développement des études empiriques que réalise le laboratoire et qui en sont à la fois sa marque d'excellence (travaux sur les fusions-acquisition, travaux en économétrie spatiale, travaux en microéconométrie de l'innovation... pointés dans les rapports AERES) et le levier de son attractivité. En effet, le potentiel de recrutement du laboratoire en 2012 est de 4 postes de MCF sur des profils d'économie et de gestion appliquées : économie des territoires, économétrie et statistiques appliquées à l'économie et à la gestion (2 postes) et finance-stratégie.

Les ressources sont de trois types : bases de données en finance, logiciels scientifique et de calculs symboliques, matériels informatiques.

**Bases de données en finance.**

Le LEG/Fargo a un besoin impératif de bases de données financières pour mener à bien des recherches sur les trois axes de recherche de l'équipe qui ont une dimension financière (finance de marché, finance d'entreprise, gouvernance des dirigeants d'entreprise). Certains des autres axes de l'équipe en particulier ceux qui font intervenir les réseaux et les rémunérations des dirigeants ont également besoin de ces bases.

Historiquement, nous avons eu recours à Thomson Financial qui couvrait bien les besoins sauf en ce qui concerne la dimension gouvernance (données sur les dirigeants, notamment sur les rémunérations). Les modifications contractuelles ont conduit dans un premier temps à n'en acquérir qu'une partie (finance d'entreprise) insuffisante pour couvrir les besoins (acquisition par A. Schatt pour près de 6000 €). Le contrat qui courait jusqu'en mars 2011 n'a donc pas été reconduit. Les conditions de réabonnement (pour la base complète) par renouvellement de l'adhésion à un groupe d'universités piloté par Grenoble impliquaient un coût de près de 13000 €. La base Thomson cependant ne permettait pas l'obtention des données portant sur les dirigeants.

A cette base a été substituée la base Capital IQ l'an dernier (contrat en cours depuis le 1/01/11, coût environ 8000 €) qui couvre bien les données d'entreprise et de gouvernance mais insuffisamment les données de marché. Par rapport à Thomson, les conditions d'accès sont en outre beaucoup plus souples.

Nous envisageons de compléter Capital IQ par IODS (coût 6000 TTC), principalement pour les données de marché. De fait, cette base globale comporte un ensemble de dix bases de données majoritairement en finance de marché ainsi que dans le domaine des institutions bancaires. Les données entreprise sont surtout intéressantes pour la France mais insuffisantes pour le reste du monde (elles ne couvrent que la période 1995-2000 dans certains cas). Les conditions semblent assez souples similaires à Capital IQ.

Ces bases a priori intéressent tous les enseignants-chercheurs et doctorants de Dijon et Besançon affiliés au LEG/Fargo et travaillant en finance et en comptabilité (Dijon : G. Charreaux, Ph. Desbrières, F. Hervé, K. Lahrad ; Besançon : B. Pigé, P. Fabre, E. Poincelot, L. Godard, M. Zouaoui) ainsi que les doctorants qu'ils dirigent actuellement (environ 10 doctorants). Ceux qui sont le plus directement concernés par les bases de finances de marché sont F. Hervé, K. Lahrad et M. Zouaoui et les doctorants de F. Hervé. En particulier la base IODS leur permettrait de mener à bien leurs recherches de nature comportementale sur les introductions en bourse et sur les hedge funds.

Ces bases de données peuvent également servir aux économistes de Dijon (CEMF) et Besançon (3 ou 4 personnes) travaillant en banque, monnaie et finance, notamment avec les données contenues dans IODS sur le secteur bancaire et la gestion d'actifs.

Relativement au projet MIG, les bases de données sont liées principalement au projet 1 Gouvernance d'entreprise, mais elles pourraient accompagner également le projet 3 (gouvernance mondiale). Concernant le projet 1, même si le projet Fusion & Acquisitions a sensiblement évolué en raison du départ d'Alain Schatt, les travaux de Ph. Desbrières portant sur le capital-risque, ainsi que les thèses de K. Burkhardt, Z. Lamraoui et L. Tolle ont également des dimensions importantes en matière de F&A et/ou de capital-risque. La réalisation de ces travaux nécessite l'accès aux bases de données précitées. En particulier la base Antares incluse dans IODS : l'acquisition de la base de données Capital IQ est nécessaire aux travaux de recherche sur l'architecture organisationnelle et la gouvernance des entreprises et des grands groupes qui sont réalisées au LEG (axe gouvernance d'entreprises). Cette base de données est plus riche et moins onéreuse que la base de données Thomson Financial utilisée jusqu'à présent au LEG.

#### Logiciels scientifiques

La modélisation, la production et le traitement des données, notamment en statistiques et économétries, sont réalisés à l'aide des logiciels de calculs symboliques (Mathematica) et le logiciel scientifique Matlab. Pour ce dernier, la configuration de base est augmentée des modules d'optimisation, de calculs statistiques et d'estimations économétriques.

#### Matériel informatique

La production et le traitement de ces bases de données volumineuses mobilisent les logiciels scientifiques et les techniques statistiques et économétriques générant des itérations et des simulations de grande envergure (plusieurs centaines de milliers de répliques). Outre les capacités de calculs mobilisées au CRI, ces techniques nécessitent du matériel informatique (PC) à haute capacité de calculs et de mémoires. L'équipement notamment des EC nouvellement recrutés, l'équipement d'un poste dans la salle informatique du LEG ainsi que le renouvellement du matériel des EC en place justifient la demande de 3 PC (3 équipements similaires ont fait l'objet d'une demande dans le PARI SHS 4 en 2011).

Les recherches réalisées portent sur la finance, la gouvernance d'entreprises, la gouvernance territoriale, l'innovation et l'accumulation du capital de connaissances, la performance des entreprises, la performance des régions européennes, la performance des métropoles européennes, l'économie immobilière, la ségrégation urbaine et régionale, la formation des prix de l'énergie et des métaux rares, l'évaluation des politiques publiques de développement local, la modélisation des choix publics sous contraintes environnementales, l'analyse de l'allocation spatiale optimale des activités économiques et résidentielles et des activités de protection de l'environnement... La valorisation des recherches porte principalement sur la publication d'articles scientifiques dans les revues internationales de référence en science de gestion et en économie. Ces publications renforcent la lisibilité du LEG, seule UMR de la région Bourgogne en économie et en gestion sur les axes d'excellence scientifiques qui sont les siens et permettent d'accroître l'attractivité du LEG et de la région Bourgogne pour la recherche et la formation doctorale dans ces disciplines.

#### Environnement des équipements demandés (équipements existants, personnel dédié, lieu d'installation, , contrats de recherche, prestations, contraintes spécifiques .....

Les bases de données sont installées sur des postes sécurisés et d'accès réservés pour préserver la confidentialité de l'accès et de l'usage aux chercheurs autorisés.

Le matériel informatique et ses logiciels sont installés dans les bureaux fermés des EC et dans la salle informatique de recherche dont l'accès est sécurisé (badges et personnel de permanence). Les accès aux machines sont sécurisés et réservés aux utilisateurs autorisés.

#### Calendrier prévisionnel d'acquisition et d'utilisation des équipements sollicités :

Janvier 2012 pour l'équipement acquis sur autofinancement.

A la date d'ouverture de la convention pour le matériel acquis via les subventions sollicitées : au cours du premier trimestre de l'année 2012 serait l'idéal pour la réalisation des actions de recherche envisagées.

#### Ratios prévisionnels d'utilisation

Recherche	80%
Valorisation/Transfert	20%
enseignement	

## Fiche CONTRAT D'ETUDE : BUDGET PREVISIONNEL

⇒ Regrouper sur cette fiche les coûts internes de l'opération

Responsable scientifique du contrat d'étude :

Catherine Baumont

Préciser si 2e tranche contrat d'étude 2010 ou nouvelle opération

intitulé de l'opération :

Marché Institutions Gouvernance

régime fiscal

 TTC  HT

Argumentaire scientifique à joindre en fichier annexe

CHARGES	MONTANT EN EUROS	PRODUITS	MONTANT EN EUROS
<b>I. Charges directes affectées à l'action</b>		<b>I. Ressources directes affectées à l'action</b>	
<b>60 – Achat</b>		<b>70 – Vente de produits finis, prestations de services, marchandises</b>	
Prestations de services : Organisation colloque : hébergement, restauration, communication, affranchissement, reprographie...	12600	Inscriptions colloque	10000
Prestations de services : traduction, relecture	11500		
Achats matières et fournitures : données	500		
Autres fournitures (dont dépenses de petits équipements)			
		<b>74- Subventions d'exploitation</b>	
Locations : autocar	1600	Etat: (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s))	
		Autofinancement : LEG	8000
Assurance		BQR	10000
Documentation	1500	Conseil Régional de Bourgogne	58000
<b>62 - Autres services extérieurs</b>			
Rémunérations intermédiaires et honoraires (dont stagiaires)	4500	Département(s):	
Publicité, publication : organisation colloque : communication, reprographie, documentations, informatique	2800	Commune(s):	2000
Déplacements, missions, séminaires invités	29000		
		Organismes sociaux (à détailler) :	
		Fonds européens	
Impôts et taxes sur rémunération		Agence de service et de paiement (emploi aidés)	
		Autres	
<b>64- Charges de personnel</b>			
Rémunération des personnels (Ingénieur d'étude : 8 mois)	16000		
Charges sociales	8000	<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
Autres charges de personnel			
<b>Total des charges</b>		<b>Total des produits</b>	
<b>86- Emploi des contributions volontaires en nature</b>		<b>87- Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>88000</b>	<b>TOTAL</b>	<b>88000</b>

PIECES A FOURNIR :

- ⊙ Devis de sous-traitance
- ⊙ Devis des petits équipements
- ⊙ Consommables : liste descriptive et estimation des montants
- ⊙ Lettres d'engagement de cofinancement/autofinancement

\*

B1 Annexe scientifique à la demande de fonctionnement (contrat d'étude)

Intitulé de l'opération : "Marchés Institutions Gouvernance" (LEG)

**RESPONSABLE SCIENTIFIQUE DE L'OPERATION :**

Nom Prénom	BAUMONT Catherine		
Unité de recherche	Laboratoire d'Economie et de Gestion		
Equipe interne			
Coordonnées mail	Catherine.baumont@u-bourgogne.fr		
Coordonnées tel et fax	Tel : 03 80 39 35 21		Fax : 03 80 39 54 43
	Tel : 03 80 39 54 30 (secrétariat E. Penez)		

LISTE NOMINATIVE DES PARTICIPANTS A L'OPERATION			
Nom Prénom	Grade et fonctions	Etablissement	% temps
Catherine Baumont	PR, économie des territoires	UB	
Sophie Béjean	PR, économie de la santé	UB	
Martial Chadefaux	PR, gestion, fiscalité		
Gérard Charreaux	PR, gestion, finance gouvernance	UB	
Marc Filser	PR, gestion, marketing	UB	
Philippe Desbrières	PR, Gestion, Finance	UB	
Rachel Guillain	PR, économie des territoires	UB	
Ludovic Julien	PR Microéconomie	UB	
Dominique Bourgeon-Renault	PR, Marketing	UB	
Jean-claude Dandouau	PR, Marketing	UB	
Samuel Mercier	PR Gestion, GRH	UB	
Marie-Claude Pichery	PR, économétrie	UB	
Blandine Antéblan-Lambrey	MCF, Marketing	UB	
Jean-Luc Bailly	MCF macro économie	UB	
Dominique Bianco	MCF Economie, croissance	UB	
Françoise Bourdon	CR, économie régionale	UB	
Anne Buttard	MCF Economie de la santé	UB	
Denis Claude	MCF Econome de l'environnement	UB	
Mickaël Clévenot	MCF, Economie monétaire	UB	
Véronique Collange	MCF, marketing	UB	
Ludovic Desmedt	MCF, économie monétaire	UB	
Robert Coulon	MCF Gestion	UB	
Laurence Graillot	MCF Gestion, marketing	UB	
Fabrice Hervé	MCF, gestion finance	UB	
Kamel Lahraad	MCF Gestion finance	UB	
Frédéric Lassalle	MCF Gestion finance	UB	
Diégo Legros	MCF économétrie	UB	
Matthieu Llorca	MCF, économie monétaire	UB	
Rémi Mencarelli	MCF Marketing	UB	
Jean-François Notebaert	MCF Marketing		
Christine Peyron	MCF Economie de la santé	UB	
Pierre Piégay	MCF, Economie monétaire	UB	
Mathilde Pulh	MCF Marketing	UB	
Angèle Renaud	MCF Gestion Finance	UB	
Damien Sauze	MCF Economie du travail et de la santé	UB	
Mehdi Seltene	MCF Gestion, marketing		
Stéphane Tizio	MCF, économie de la santé	UB	
Grégory Wegman	MCF Gestion	UB	

**- Présentation du programme scientifique faisant l'objet de la demande : objectifs visés**

Le programme scientifique 073 LEG aborde sa troisième année. Les axes de recherche définis dans le programme initial sont poursuivis avec quelques évolutions individuelles ou de structures. Par mis les évolutions individuelles, on notera que les recherches de Louis de Mesnard sont achevées (axe 3 « gouvernance mondiale, recherche « systèmes d'information de gouvernance mondiale » et axe 4 « marchés : nouvelles régulations, nouveaux acteurs, nouveaux enjeux », recherche « structures de marché »). Les travaux de Ludovic Julien entrent en revanche dans les recherches de l'axe 4. De même les travaux de Claude Gnos (axe « Gouvernance mondiale ») sont terminés. Le relais est pris par les travaux de Jean-Luc Bailly et son équipe du FARGO. Dans l'axe 4 également, les recherches sur le développement durable conduites par Marie-Claude

Pichery et Françoise Bourdon et celles sur la gouvernance des collectivités locales de Catherine Baumont sont complétées par les travaux de Denis Claude. Toujours dans cet axe, les recherches sur les « nouveaux » marchés sont étendus aux marchés du sport dont la gouvernance fait également l'objet de recherche dans l'axe 2 « gouvernance, institutions » menées par Frédéric Lassalle.

L'axe 1 « gouvernance d'entreprise » s'étaye également de recherches complémentaires menées notamment par Angèle Renaud sur la comptabilité verte ou par Kamel Laaradh sur le comportement des dirigeants.

Concernant les évolutions de structure, trois éléments : 1/ la structuration d'un centre de production, d'analyse et de traitement des données au sein du LEG afin de conduire les recherches en économie et en gestion appliquées et conforter l'attractivité du laboratoire en termes de recrutements d'EC et de doctorants cf. annexe scientifique équipement ; 2/ renforcement des recherches transversales au sein du projet : gouvernance du sport, gouvernance des collectivités locales et des politiques, gouvernance du développement durable... et 3/ par voie de conséquence, renforcement de ces recherches transversales avec les projets des autres unités de recherche sur ces thèmes au sein du PARI SHS 4 ou du PARI SHS 5.

#### **Résultats escomptés :**

Les publications académiques restent l'objectif principal visé en privilégiant les publications internationales de rang 1 et 2. Cet objectif passe par la confrontation des recherches avec les autres scientifiques lors de colloques, de séjours scientifiques dans d'autres laboratoires ou d'organisation de journées d'études, de séminaires au sein du LEG. Les colloques visés sont les colloques généralistes en économie ou en gestion ainsi que les colloques spécialisés en finance, gouvernance, GRH, économie de la santé, science régionale, marketing, comptabilité, économétrie...

La participation à ces colloques accroît par ailleurs la lisibilité du laboratoire et permet à ses membres de consolider ou de tisser de nouveaux réseaux et est un moyen de communiquer sur les programmes de recherche et l'activité du laboratoire.

L'attractivité du LEG comme seul centre de recherche en économie et en gestion en Bourgogne est également développé via la structuration d'un centre de production, traitement et analyse de données sur les spécialités de recherche, notamment en finance, en innovation, en immobilier...

#### **Calendrier prévisionnel de réalisation :**

Les programmes de recherche sont développés tout au long de l'année. La participation aux colloques se fait toute l'année avec des pics entre mai et septembre.

La progression des recherches est conditionnée par la notification des crédits demandés, la période la plus propice d'engagement des actions et de démarrage des projets se situant début mars.

#### **Livrables proposés :**

Publications académiques

Séminaires du LEG

Colloque international « Dettes Souveraines, Politiques Economiques et Réformes Bancaires », décembre 2012.

## Fiche CONTRAT D'ETUDE : BUDGET PREVISIONNEL

⇒ Regrouper sur cette fiche les coûts internes de l'opération

Responsable scientifique du contrat d'étude :

Dominique Le Page

Préciser si 2e tranche contrat d'étude 2010 ou nouvelle opération

contrat d'étude 2012

intitulé de l'opération :

Regards transatlantiques sur l'intégration  
de la Bourgogne au royaume de France à l'époque moderne

régime fiscal

 TTC  HT

Argumentaire scientifique à joindre en fichier annexe

CHARGES	MONTANT EN EUROS	PRODUITS	MONTANT EN EUROS
I. Charges directes affectées à l'action		I. Ressources directes affectées à l'action	
<b>60 - Achat</b>		<b>70 - Vente de produits finis, prestations de services, marchandises</b>	
Prestations de services (dont sous traitance)			
Achats matières et fournitures			
Autres fournitures (dont dépenses de petits équipements)			
		<b>74- Subventions d'exploitation</b>	
Locations		Etat: (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s))	
Assurance		Région(s):	2 000 €
Documentation		Département(s):	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>		Commune(s) : [Dijon]	500 €
Remunerations intermédiaires et honoraires (dont stagiaires)		Organismes sociaux (à détailler) :	
Publicité, publication	500 €	Fonds européens	
Déplacements, missions	5 500 €	Agence de service et de paiement (emploi aidés)	
		Autres aides, dons ou subventions affectées BQR (uB)	1 000 €
<b>63 - Impôts et taxes</b>		Univ. Franche-Comté	500 €
Impôts et taxes sur rémunération		CGC	2 000 €
Autres impôts et taxes		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>64- Charges de personnel</b>			
Rémunération des personnels			
Charges sociales			
Autres charges de personnel			
<b>Total des charges</b>		<b>Total des produits</b>	
<b>86- Emploi des contributions volontaires en nature</b>		<b>87- Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolet	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>6 000 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>6 000 €</b>

PIECES A FOURNIR :

- ⇒ Devis de sous-traitance
- ⇒ Devis des petits équipements
- ⇒ Consommables : liste descriptive et estimation des montants
- ⇒ Lettres d'engagement de cofinancement/autofinancement

**B1 Annexe scientifique à la demande de fonctionnement (contrat d'étude)**

**Intitulé de l'opération :** *Regards transatlantiques sur l'intégration de la Bourgogne au royaume de France à l'époque moderne*

**RESPONSABLE SCIENTIFIQUE DE L'OPERATION :**

Nom Prénom	Dominique Le Page
Unité de recherche	Centre Georges Chevrier (UMR CNRS 5605)
Equipe interne	
Coordonnées mail	do.le-page@wanadoo.fr
Coordonnées tel et fax	Tél : 03 80 39 53 52- Fax : 03.80.39.54.68

<b>LISTE NOMINATIVE DES PARTICIPANTS A L'OPERATION</b>			
<b>Etablissement</b>	<b>Nom Prénom</b>	<b>Grade et fonctions</b>	<b>Temps de travail dédié à la réalisation du programme scientifique en % d'ETP</b>
<b>Univ. de Bourgogne</b>	<b>LE PAGE Dominique</b>	<b>Pr</b>	<b>10 %</b>
<b>Univ. de Franche-Comté</b>	<b>LOISEAU Jérôme</b>	<b>MCF</b>	<b>10 %</b>

**- Présentation du programme scientifique faisant l'objet de la demande : objectifs visés**

Depuis les travaux pionniers de Robert Forster (1971), la Bourgogne s'est installée durablement dans le paysage historiographique de langue anglaise où elle jouit d'une notoriété souvent insoupçonnée des Bourguignons eux-mêmes. Chaque décennie depuis près de quarante ans a permis, par touches successives, de dresser un tableau impressionnant de la Bourgogne moderne couvrant la grande diversité des champs historiques. À l'orientation économique initiale (monde rural, artisans dijonnais) a succédé une perspective nettement plus politique visant à rendre compte du processus de construction de l'État en Bourgogne par diverses entrées : la fiscalité royale, les finances provinciales, les institutions comme le parlement, les Etats provinciaux, les gouverneurs – particulièrement les Condé –, le corps de ville dijonnais, la justice enfin. L'approche sociale a retenu aussi l'attention des chercheurs qui ont ouvert des perspectives nouvelles prenant en compte la sexualité, l'autorité parentale et l'enfance, la noblesse, la mobilité géographique au sein des paroisses. La Bourgogne, plus sans doute qu'aucune autre province française, apparaît donc comme un incontestable laboratoire de l'historiographie anglo-saxonne qui a trouvé dans les dépôts d'archives départementaux et municipaux les arguments pour alimenter les débats de la communauté historique sur la construction de l'Etat, la nature de l'absolutisme, les voies de l'obéissance, les origines de la Révolution française...

Cette richesse historiographique invite à se pencher sur plusieurs pistes de recherche :

- la définition de la notion de bien public en Bourgogne,
- l'étude des modalités d'intervention de l'Etat royal à l'égard des institutions locales (cours souveraines, villes, Etats...) et sur le plan financier,
- l'analyse des modes de prise de décision à différentes échelles (gouvernement central, échelon provincial...)
- la mise en évidence des réseaux et des circuits qui se sont développés entre le centre du pouvoir et la province (réseaux nobiliaires, clientèles diverses, circuits financiers, mobilité des hommes mais aussi réseaux du négoce du vin, réseaux culturels...),
- la question de savoir si le nouvel ordre politique qui s'est peu à peu dessiné a été imposé ou négocié,
- la description des visages revêtus par l'autorité (dans les campagnes, les villes, dans les familles...) et de mettre en évidence les résistances qui sont apparues (révoltes populaires –

on pense notamment aux Lanturelus...)

- la vision enfin des gagnants et des perdants des évolutions qui se sont produites.
- la détermination des nouvelles échelles structurantes dans le cadre d'une monarchie au pouvoir de plus en plus centralisée (possibilité de comparaison avec d'autres pays européens)

**Résultats escomptés :**

Cette étude sera aussi l'occasion de nouer un dialogue entre chercheurs d'Angleterre ou des Etats-Unis et de France afin de voir les influences qu'ils ont pu avoir les uns sur les autres tant en matière de choix des sujets d'étude, de définition des méthodes de travail ou de détermination de la grille de lecture permettant d'interpréter les phénomènes observés dans les domaines politiques, sociaux, judiciaires ou économiques et sociaux. Elle constituera enfin une contribution à l'histoire de la Bourgogne sous l'Ancien Régime non dans une perspective locale mais en privilégiant une approche « transatlantique ».

**Calendrier prévisionnel de réalisation :**

Septembre 2011 : appel aux chercheurs pour constituer l'équipe de recherche (France, Allemagne, Belgique, Suisse, Etats-Unis).

Mai-juin 2012 : réunions de travail.

2013 : publication des résultats.

**Livrables proposés :**

Publication en 2013

## Fiche CONTRAT D'ETUDE : BUDGET PREVISIONNEL

Responsable scientifique du contrat d'étude :

Patrick BOUCHET

2e tranche contrat d'étude 2011

intitulé de l'opération :

STRATEGIES IDENTITAIRES, EXPERIENCES VECUES ET COMPORTEMENTS  
VIOLENTS DES PUBLICS DE SPECTACLES SPORTIFS

régime fiscal

 TTC  HT

Argumentaire scientifique à joindre en fichier annexe

CHARGES	MONTANT EN EUROS	PRODUITS	MONTANT EN EUROS
<b>I. Charges directes affectées à l'action</b>		<b>I. Ressources directes affectées à l'action</b>	
<b>60 - Achat</b>		<b>70 - Vente de produits finis, prestations de services, marchandises</b>	
Prestations de services (dont sous traitance)	4300		
Achats matières et fournitures	1000		
Autres fournitures (dont dépenses de petits équipements)	1390		
		<b>74- Subventions d'exploitation</b>	
Locations		Etat: (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s))	
Assurance		Conseil Régional de Bourgogne	10360
Documentation	500	Département(s):	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>		Commune(s):	
Rémunérations intermédiaires et honoraires (dont stagiaires)		Organismes sociaux (à détailler) :	
Publicité, publication		Fonds européens	
Déplacements, missions	3170	Agence de service et de paiement (emploi aidés)	
		Autres aides, dons ou subventions affectées	
<b>63 - Impôts et taxes</b>			
Impôts et taxes sur rémunération			
<b>64- Charges de personnel</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
Rémunération des personnels			
Charges sociales			
Autres charges de personnel			
<b>Total des charges</b>		<b>Total des produits</b>	
<b>86- Emploi des contributions volontaires en nature</b>		<b>87- Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>10360</b>	<b>TOTAL</b>	<b>10360</b>

PIECES A FOURNIR :

- ⇒ Devis de sous-traitance
- ⇒ Devis des petits équipements
- ⇒ Consommables : liste descriptive et estimation des montants
- ⇒ Lettres d'engagement de cofinancement/autofinancement

\*

## DESCRIPTIF DU PROJET INTEGRE

### PI SHS 4 Marchés Institutions Gouvernance

B1 Annexe scientifique à la demande de fonctionnement (contrat d'étude)

**Intitulé de l'opération : STRATEGIES IDENTITAIRES, EXPERIENCES VECUES  
ET COMPORTEMENTS VIOLENTS DES PUBLICS DE SPECTACLES  
SPORTIFS**

#### RESPONSABLE SCIENTIFIQUE DE L'OPERATION :

Nom Prénom	Patrick BOUCHET
Unité de recherche	Socio-Psychologie et Management du Sport (SPMS)
Equipe interne	Analyse de la consommation sportive et stratégies de développement des organisations
Coordonnées mail	patrick.bouchet@u-bourgogne.fr
Coordonnées tel et fax	Téléphone : +33 3 80 39 67 46 Télécopie : +33 3 80 39 67 02

#### Fiche 3b : LISTE NOMINATIVE DES PARTICIPANTS – projet SPMS

Nom Prénom	Grade et fonctions	Etablissement
BOUCHET Patrick	Professeur	Université de Bourgogne
LAURIN Raphaël	MCF	Université de Bourgogne
BERNACHE-ASSOLANT Iouri	MCF	Université de Franche-Comté
BODET Guillaume	Lecturer	Loughborough University
1 Post-Doc		

#### Calendrier prévisionnel d'exécution 2012 du projet intégré (phase 3) / descriptif des actions menées \*

Mois	Investissement	Fonctionnement	Allocation de thèse
Janvier 2013	500	4300	
Février	1390		
Mars			
Avril			
Mai			
Juin		3170	
Octobre			
Novembre			
Décembre	1000		

Mois	Allocation post-doctorale	Chercheur invité	Mobilité sortante	Promotion
Janvier	3833			
Février	3833			
Mars	3833			
Avril	3833			
Mai	3833			
Juin	3833			
Juillet	3833			
Août	3833			
Septembre	3833			
Octobre	3833			
Novembre	3833			
Décembre	3833			

**PROJET PARI – LABORATOIRE SPMS****POLE SHS 4 - Marchés Institutions Gouvernance****STRATEGIES IDENTITAIRES, EXPERIENCES VECUES ET  
COMPOTEMENTS VIOLENTS DES PUBLICS DE SPECTACLES  
SPORTIFS****CONTEXTE, ORIGINALITE ET ENJEUX DU PROJET**

L'objectif scientifique principal et l'originalité de ce projet de recherche sur trois ans est de comprendre et de mieux anticiper les nouveaux comportements des différents publics de spectacles sportifs en termes d'expériences vécues et de stratégies potentiellement violentes en associant deux approches complémentaires : une analyse psychosociale expérimentale et une analyse comportementale en situation réelle. Les enjeux sociaux, politiques et économiques de ce projet seront de proposer des modalités de développement durable du spectacle sportif grâce à une gestion plus efficiente et plus responsable des publics et grâce à des outils de diagnostic et de prévention des comportements déviants (individuels ou collectifs).

Après le financement de la première phase du projet dans le cadre du PARI (analyse des stratégies identitaires à partir d'une approche psychosociale expérimentale - année 1), nous souhaitons débiter la deuxième phase du projet qui consiste à davantage axer nos investigations sur les types d'expériences vécues par les spectateurs dans les enceintes sportives et les nouvelles formes de déviance qui s'y déroulent.

**DESCRIPTION DES TRAVAUX : PROGRAMME SCIENTIFIQUE**

En nous appuyant sur un certain nombre de travaux récents développés au sein du laboratoire SPMS (voir e.g., Bernache-Assollant, Bouchet, Bodet, & Kada, 2010 ; Bernache-Assollant, Laurin, Bouchet, Bodet, & Lacassagne, 2010 ; Bouchet, Bodet, Bernache-Assollant, & Kada, 2010), après une phase d'analyse des stratégies identitaires à partir d'une approche psychosociale expérimentale (année 1), nous souhaitons poursuivre nos investigations avec un programme scientifique complémentaire axé sur des expériences vécues et des comportements violents des publics de spectacles sportifs. Pour cette deuxième phase du projet, le montant global demandé est de 56360 € dont 46000 € en post-doc (profil management du sport), 2890 € en petits équipements, 4300 € de prestations externes et 3170 € de frais de missions pour les investigations en situation réelle (voir le détail en année 2).

**APPROCHE 2. Types d'expériences vécues et nouvelles formes de déviance**

Les caractéristiques et les pratiques de consommation du spectacle sportif tendent à montrer que les spectateurs recherchent des expériences individuelles et/ou interpersonnelles (contiguës ou partagées), sous forme réactives (médiatisées) et/ou actives (vécues sur site), à fortes dimensions affectives et hédoniques (Holt, 1995). L'expérience de consommation du spectateur est donc créée à partir d'une interaction spécifique entre un dispositif de diffusion et les pratiques des individus dans un contexte donné (sur site ou hors site ; au stade, à domicile, dans un espace public). Le comportement du spectateur ne reposerait pas uniquement sur des motivations extrinsèques à l'égard de la consommation du produit (recherche de critères utilitaires). Un spectacle sportif peut être apprécié pour ce qu'il représente à travers des processus primaires de plaisir, de distraction, d'imaginaire et de stimulation sensorielle (Holbrook & Hirschman, 1982). Ainsi, il peut être consommé de diverses manières par différents groupes de consommateurs à travers quatre dimensions explicatives : opportunisme, interaction sociale, soutien et esthétisme (Bouchet, Bodet, Bernache-Assollant, & Kada, 2010). Néanmoins, il apparaît que le spectacle sportif peut aussi générer de nouvelles formes de violence ou de discrimination plus latente, plus insidieuse et lancinante à travers les images et les discours véhiculés. La fréquentation, voire l'occupation, des enceintes sportives peut faire l'objet d'un véritable affrontement entre des groupes de supporters ou d'une tribune médiatique afin de manifester des revendications politiques, territoriales, communautaires. Les sifflets de la Marseillaise en France durant les matches de football (France-Algérie ou France-Tunisie en 2008) sont une des manifestations de cette politisation des tribunes à des fins non sportives. On est alors loin des effets

bénéfiques du sport et de son spectacle en tant que vecteur de socialisation, d'apprentissage de la citoyenneté et comme moyen d'insertion.

Dans ce cadre, le but de ce programme de recherche sur trois ans est d'enrichir la littérature internationale en comportement du consommateur afin de mieux comprendre les nouveaux publics de spectacles sportifs et les nouvelles formes de déviance (discrimination et/ou violence) présentes dans les enceintes sportives (stade, gymnase...) et devant des écrans privés (à domicile) ou publics (Pub, écran géant) grâce à une analyse des comportements et des discours en situation réelle.

#### Méthodologie d'observation en situation réelle

Cette méthode de recherche, mise en place en parallèle des différents protocoles expérimentaux (années 1 et 2), nous permettra d'enregistrer de façon précise et systématique les activités auxquelles se livrent les publics de spectateurs et de supporters dans leur cadre habituel. En d'autres termes, il s'agira dans cette partie à l'aide de prise de note, d'enregistrements vidéos et de discours, d'identifier les situations de menace identitaire, les réactions et les émotions les plus courantes dans le domaine du supportérisme afin d'attester en situation naturelle de la véracité des variables testées en contexte expérimental et de les enrichir. Deux niveaux d'investigation seront menés de manière conjointe : d'une part, des analyses sur les groupes de supporters fortement investis dans leur activité, d'autre part des analyses sur les différents publics lors de rencontres sportives.

**Protocole par immersion dans le supportérisme.** Le but général de cette méthodologie d'observation est de centrer les analyses sur les lieux de sociabilités (tribunes, sièges associatifs, bars, domicile...) caractéristiques des groupes de supporters fortement investis dans leur activité. Dans ce cadre, le mode de recueil des données se fera par entretien non directif auprès de supporters hommes et femmes de sports et de niveaux compétitifs différents, suffisamment long pour permettre des analyses de discours approfondies. Les discours seront retranscrits à l'aide du logiciel « dragon voice ». Leur étude, assistée par le logiciel TROPES, portera plus particulièrement sur les référents noyaux humains (individus ou groupes de personnes citées dont le sujet lui-même). Leur insertion respective dans les propositions devrait permettre de recenser les situations de menace possibles, les stratégies utilisées et les émotions ressenties. Une fois cette liste établie, des analyses de variance (Anova) nous permettront de distinguer celles qui font le plus consensus

**Protocole par journal de bord.** Le but général de cette méthodologie d'observation est de centrer les analyses sur les comportements et discours des publics présents dans les tribunes (voire devant leurs écrans) lors de rencontres sportive nationales et internationales. Pour le niveau national, les études en situation réelle se focaliseront essentiellement sur les rencontres de clubs bourguignons (e.g., AJA et DFCO en football, JDA et Elan Chalon en basket ball, DHC en hockey sur glace et DBHB et CDB en handball) et Roland Garros. Pour le niveau international, et au regard des études menées par le passé, les analyses se focaliseront sur la Coupe du Monde de rugby 2011 en Nouvelle Zélande et les Jeux Olympiques de Londres en 2012. Afin d'appréhender les expériences recherchées par les différents publics de spectacles sportifs au regard de leur développement qualitatif et quantitatif, il est nécessaire de comprendre les comportements réels en contexte pour accéder aux logiques de consommation des individus sur les registres corporels (et sensoriels), spatiaux, temporels et sociaux ; ces logiques permettant, dans un deuxième temps, d'inférer des formes d'expérience vécue en fonction des valeurs de consommation liées au spectacle sportif proposé. Avec le concours d'étudiants, il s'agira de rédiger des journaux de bord individuel sur l'expérience de consommation vécue durant les spectacles sportifs auxquels nous participerons. Ce journal de bord doit relater tout ce qui a été vécu, pensé, ressenti, décodé..., tout ce qui a étonné..., et il, est complété par des enregistrements audio et des photos prises durant les événements. Il doit être centré sur les interactions entre publics, entre les publics et les autres acteurs du spectacle (joueur, force de l'ordre...), sur les services offerts sur place. Par ailleurs, il devra retracer précisément le parcours suivi durant la journée dans l'enceinte en indiquant les points d'arrêt, les durées d'arrêt ainsi que les raisons des arrêts.

#### Questions de recherche et résultats attendus

Cette analyse permettra de dégager des typologies compréhensives de la consommation du spectacle sportif en fonction des modes de réception du spectacle par les nouveaux publics et des logiques et des valeurs sous-jacentes. L'objectif académique et socio-économique de ce programme de recherche est de proposer des modalités de gestion durable du spectacle sportif grâce à une gestion plus efficiente des foules sportives et un management plus responsable des nouveaux publics. Il devrait permettre de proposer des moyens pour réguler et gouverner son développement durablement, des outils de

diagnostic et de prévention pour limiter voire juguler les comportements déviants (individuels, groupaux ou collectifs) aussi bien du côté de sa diffusion que de sa réception.

Les résultats obtenus dans le cadre des analyses et des observations en situation réelle (années 2) devraient nous permettre de proposer un cadre hypothético-déductif plus élaboré nous permettant d'orienter nos hypothèses pour les protocoles quasi-expérimentaux en milieu naturel (année 3).

#### 4. MEMBRES DE L'EQUIPE ET PLANNING PREVISIONNEL GENERAL DU PROJET

Ce programme de recherche associe 6 chercheurs dont 3 du laboratoire SPMS auxquels s'ajoutent un collaborateur anglais (Loughborough University) et 2 post-docs sollicités pour ce projet.

SPMS – EA 4180	Nom	Prénom	Emploi actuel*	Discipline	48 + 24 Personne.mois
Responsable du partenaire	BOUCHET	Patrick	Professeur	STAPS-management	12 (33% sur 3 ans)
	BERNACHE- ASSOLANT	Iouri	MCF	Psychologie sociale	12 (33% sur 3 ans)
	LAURIN	Raphaël	MCF	STAPS-psychologie sociale	12 (33% sur 3 ans)
	2 Post-Doc (dont 1 financé en 2011)			STAPS (psychologie sociale et management)	24 (100% sur 2 ans)
Membre associé	BODET	Guillaume	Lecturer	Sport management	12 (33% sur 3 ans)

#### 5. VALORISATION DE LA RECHERCHE

Les travaux réalisés donneront lieu à la publication d'articles dans des revues internationales de gestion, de psychologie sociale expérimentale et du sport et à des participations à des congrès nationaux et internationaux dans ces deux champs. La synthèse de l'ensemble des approches sera publiée dans un ouvrage collectif. Un effort de diffusion au-delà des milieux scientifiques sera également mené sous la forme de congrès où seront associés les milieux académiques, politiques et sportifs et dans lequel les principales conclusions seront présentées et discutées.

#### 6. FINANCEMENT DE LA RECHERCHE

Le coût total du projet sur 3 ans est estimé 133850 € : soit 92000 € de Post-Docs et 41850 € d'autres frais. Le détail de ce budget est présenté dans les tableaux suivants. Pour la demande 2012, le montant global demandé est de 56360 € dont 46000 € en post-doc (profil management du sport), 2890 € en petits équipements, 4300 € de prestations externes et 3170 € de frais de missions pour les investigations en situation réelle (voir le détail ci-dessous en année 2 dans les cases en grisé).

	Equipements	Personnels Non Permanents	Prestations de service externe	Missions	Total par année
Année 1	5610 €	46000 €		3170 €	54780
Année 2	2890 €	46000 €	4300 €	3170 €	56360
Année 3	7040 €		5000 €	10670 €	22710
<b>Total par poste</b>	<b>15540 €</b>	<b>92000 €</b>	<b>9300 €</b>	<b>17010 €</b>	<b>133850</b>

Equipements

Equipements	Année 1	Année 2 (2012)	Année 3	Total
<i>Consommables</i>				
Photocopies en laboratoire, fournitures photos et vidéos, toner...	1000 €	1000 €	1000 €	3000 €
<i>Total consommables</i>	1000 €	1000 €	1000 €	3000 €
<i>Petits matériels</i>				
3 ordinateurs portables	1090 €	1390 €	1090 €	3270 €
5 appareils photos numériques	2270 € (5*454)			2270 €
5 caméras numériques			4950 € (5*990)	4950 €
5 dictaphones numériques	650 € (5*130)			650 €
2 casques audio et micro			300 € (2*150)	300 €
<i>Total petits matériels</i>	4010 €	1390 €	6340 €	11440 €
<i>Littératures</i>				
Achats ouvrages et abonnements revues	500 €	500 €		1000 €
<i>Total littératures</i>	500 €	500 €		1000 €
<b>Total Equipements</b>	<b>5610 €</b>	<b>2890 €</b>	<b>7340 €</b>	<b>15540 €</b>

Personnels Non Permanents

Personnels Non Permanents	Année 1	Année 2	Année 3	Total
<i>2 Post-Doc</i>				
1 Post-Doc en Management du sport		46000 €		46000 €
1 Post-Doc en Psychologie du sport	46000 €			46000 €
<i>Total Post-Doc</i>	46000€	46000 €	€	92000 €
<b>Total Personnels Non Permanents</b>	<b>46000 €</b>	<b>46000 €</b>		<b>92000 €</b>

Prestations de service externe

Prestations de service externe	Année 1	Année 2	Année 3	Total
<i>Traductions</i>				
Traductions de documents		4300 €		4300 €
<i>Total traductions</i>		4300 €		4300 €
<i>Organisations congrès</i>				
Organisations d'un congrès international			5000 €	5000 €
<i>Total organisations congrès</i>			5000 €	5000 €
<b>Total Prestations de service externe</b>		<b>4300 €</b>	<b>5000 €</b>	<b>9300 €</b>

Missions

Missions	Année 1	Année 2	Année 3	Total
<i>Missions sur site</i>				
Missions rugby 2011 (Coupe du Monde) + entrées matchs nationaux	3170 €			3170 €
Missions Jeux Olympiques 2012 + entrées matchs nationaux		3170 €		3170 €
Missions Roland Garros 2013 + entrées matchs nationaux			3170 €	3170 €
<i>Total Missions sur site</i>	3170 €	3170 €	3170 €	9510 €
<i>Missions colloques</i>				
Déplacement/inscription/hébergement = 1500 €/pers.			7500 €	7500 €
<i>Total Missions colloque</i>			7500 €	7500 €
<b>Total Missions</b>	<b>3170 €</b>	<b>3170 €</b>	<b>10670 €</b>	<b>17010 €</b>

## Fiche CONTRAT D'ETUDE : BUDGET PREVISIONNEL

Responsable scientifique du contrat d'étude :

Joel MEKHANTAR

nouvelle opération

intitulé de l'opération :

Bases de données Constitutionnelles et Politiques Comparées Création d'un corpus francophone des constitutions du monde entier

régime fiscal

 TTC  HT

Argumentaire scientifique à joindre en fichier annexe

CHARGES	MONTANT EN EUROS	PRODUITS	MONTANT EN EUROS
<b>I. Charges directes affectées à l'action</b>		<b>I. Ressources directes affectées à l'action</b>	
<b>60 - Achat</b>		<b>70 - Vente de produits finis, prestations de services, marchandises</b>	
Prestations de services (dont sous traitance)			
Achats matières et fournitures	4132		
Autres fournitures (dont dépenses de petits équipements)	1932		
		<b>74- Subventions d'exploitation</b>	
Locations		Etat: (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s))	
Assurance		Région(s):	19755
Documentation	9000	Département(s):	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>		Commune(s):	
Stagiaires IUT télécommunications 3 mois x 417 €	1251	Organismes sociaux (à détailler) :	
Publicité, publication		Fonds européens	
Déplacements, missions		CREDESPO	6000
		Agence Universitaire de la Francophonie	6000
<b>63 - Impôts et taxes</b>			
Impôts et taxes sur rémunération			
<b>64- Charges de personnel</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courants</b>	
Rémunération des personnels IGE 1/2 temps pour 1 an	15400		
Charges sociales		<b>Total des produits</b>	
Autres charges de personnel			
<b>Total des charges</b>		<b>87- Contributions volontaires en nature</b>	
<b>86- Emploi des contributions volontaires en nature</b>		Bénévolat	
Secours en nature		Prestations en nature	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Dons en nature	
Personnel bénévole			
<b>TOTAL</b>	<b>31715</b>	<b>TOTAL</b>	<b>31715</b>

PIECES A FOURNIR :

- ⇒ Devis de sous-traitance
- ⇒ Devis des petits équipements
- ⇒ Consommables : liste descriptive et estimation des montants
- ⇒ Lettres d'engagement de cofinancement/autofinancement

\*

Intitulé de l'opération : BASE DE DONNÉES CONSTITUTIONNELLES ET POLITIQUES COMPARÉES  
Création d'un corpus francophone des Constitutions du monde entier

**RESPONSABLE SCIENTIFIQUE DE L'OPERATION :**

Nom Prénom	Joël MEKHANTAR
Unité de recherche	CREDESPO
Equipe interne	Equipe 1 : Droit constitutionnel, Sciences Politiques et Histoire des Idées Politiques
Coordonnées mail	Juliette.olivier@u-bourgogne.fr
Coordonnées tel et fax	0380 39 53 24

**LISTE NOMINATIVE DES PARTICIPANTS A L'OPERATION**

Etablissement	Nom Prénom	Grade et fonctions	Temps de travail dédié à la réalisation du programme scientifique en % d'ETP
UB	MEKHANTAR Joël	PROFESSEUR	25
	Tourard Helene	MCF	15
	Volut Dominique	ATER	10
	IGE recruté		50

**- Présentation du programme scientifique faisant l'objet de la demande : objectifs visés**

**BASE DE DONNÉES CONSTITUTIONNELLES ET POLITIQUES COMPARÉES (BADOC)**

**I. Objet et intérêt du projet (BADOC) :**

Ce projet vise à créer la première **Base de données constitutionnelles et politiques comparées (BADOC)** dématérialisées de langue française et à disposer d'un fond documentaire unique au monde sur les documents constitutionnels des États. La première utilité du projet est de constituer une base qui, en plus de la version originale des textes constitutionnels, comprendra leur traduction ainsi que des données en langue française alors que la quasi-totalité des données en la matière ne sont, dans tout ce qui existe, que des traductions sans possibilité pour le lecteur d'accéder au texte en version originale (cf. les nombreuses traductions de la Documentation française). Au surplus, ces traductions sont presque exclusivement en anglais ou dans une moindre mesure en espagnol. En France, on peut sans exagérer dire des Constitutions étrangères que nous en avons perdu non seulement les versions originales mais aussi les versions françaises ! Un autre intérêt de la BADOC est de mettre ces données essentielles sur les États à la portée des enseignants chercheurs, des chercheurs (et des étudiants de 3<sup>e</sup> cycle) dans des champs disciplinaires variés des sciences humaines. Sont ainsi concernés non seulement le droit public et la science politique mais aussi les lettres et civilisations étrangères ; l'histoire contemporaine ; la géographie politique ; la littérature (pour les chercheurs qui travaillent sur la textologie) ; la psychologie sociale (pour les chercheurs qui travaillent sur le discours politique), etc. Par ailleurs, autour de son noyau dur à dominante constitutionnelle, le projet peut être modulaire. C'est-à-dire qu'aux données constitutionnelles par État, pourront s'ajouter ultérieurement (sous le contrôle scientifique d'historiens et de politistes) des modules sur la biographie des dirigeants, les partis politiques, les lois électorales, ... Pour plusieurs disciplines des sciences humaines, la BADOC doit ainsi jouer le rôle d'un **service commun** en matière de recherche dans l'univers francophone. L'équipe disposera à l'étranger d'un noyau dur de collaborateurs qualifiés pour garantir la qualité des traductions juridiques et mobiliser différents réseaux universitaires, juridictionnels et diplomatiques.

À la recherche, pourront se rattacher des objectifs de formation par des accords de coopération universitaires d'échange de doctorants en Amérique latine, en Afrique du Nord et

en Asie.

**Pourquoi une base de données constitutionnelles et politiques comparées ?** Si plusieurs universités américaines ou européennes tentent de rassembler les données constitutionnelles des différents États, il n'existe pas encore de lieu où ces données soient stockées, archivées et accessibles à la fois en version originale et en version française<sup>3</sup> (et ce à la fois sous forme papier et sous forme dématérialisée). Sur Internet les sites consacrés aux constitutions sont soit partiels (Université Georgetown à Washington DC pour l'Amérique Latine, ou l'UNAM à Mexico), soit plus généraux mais toujours incomplets (Aux USA : Université de Richmond, Cornell Law School, Kingwood College Library ; en Europe : Université de Wuerzburg, Université de Berne, IEP de Lyon, ...). Dans tous les cas, les documents se résument à des traductions, rarement à jour, et très exceptionnellement en langue française (y compris sur les sites français comme la Digithèque – Université de Perpignan). À ce jour, la fiabilité des données accessibles n'est donc pas garantie, leur exploitation reste bien souvent aléatoire sur le plan scientifique. Dans ce contexte, l'instrument de travail, le plus complet disponible sur le marché reste américain (*Constitutions of the Countries of the World*, Albert P. Blaustein et Gisbert H. Flanz, Oceana Publications Inc., Dobbs Ferry, NY). Bien que très documenté cet instrument de travail ne regroupe pas les données constitutionnelles de tous les États (174 sur 192). De plus, n'ayant aucun concurrent fiable en Europe, ce Recueil était vendu plus de 2 500 \$. Depuis quelques années, il n'existe plus qu'une édition électronique payable en ligne.

La navigation sur Internet nous montre qu'il n'est plus guère de pays, y compris en Afrique, où l'on puisse encore trouver des sites officiels en langue française (Ex. le Parlement de Finlande). En France, même le site universitaire de Lyon 2 (IEP), qui reste le plus complet sur les constitutions, ne fait du français qu'une langue résiduelle. Paradoxalement, bien que la collecte française des données soit quasiment inexistante et que les travaux de recherche soient très limités, ces matières font pourtant l'objet d'enseignements dans les Facultés de Droit en deuxième ou troisième cycles juridiques ou politiques sous des appellations très diverses (Droit constitutionnel approfondi, Droit constitutionnel comparé, Grands régimes contemporains).

#### Résultats escomptés :

Les données constitutionnelles seront collectées directement en version originale à partir de documents provenant de sources officielles ayant force exécutoire dans chaque État souverain (et dans un deuxième temps dans les États membres dans les cas de structure fédérale). Ces documents sous forme « papier » seront classés, traduits, numérisés et enrichis par des données constitutionnelles et politiques provenant des travaux de chercheurs de différentes disciplines associées au projet. Dans le souci de valorisation du travail des chercheurs et des laboratoires, les contributions et traductions seront, en principe, nominatives ou indiqueront le nom du centre ou laboratoire coopérant au programme. On compte actuellement un peu moins de 200 États souverains. Les textes constitutionnels en format Word occupent en moyenne 1Mo par État<sup>6</sup> ; les constitutions en vigueur (sans compter les constitutions des États membres d'États fédéraux) occuperont donc près de 200 Mo dans la base. La mise en place progressive des données sur les textes constitutionnels de l'histoire de chaque État peut être évaluée approximativement autour de cinq à six fois les données relatives aux constitutions en vigueur.

En résumé, **la BADOC nécessitera dans l'immédiat environ 200 Mo de données constitutionnelles** à héberger et elle pourra monter dans quelques années à plus de 20 Go au fur et à mesure que se grefferont tous les développements prévus. La base de données sera accessible sur internet.

**Calendrier prévisionnel de réalisation :**

- collecte des documents et administration des données papier : janvier à juin
- mise en place fonds documentaire : février à décembre
- numérisation des données : mai à juillet
- traductions : mars à juillet
- création des pages web : janvier à mars
- alimentation site web : mars à décembre

**Livrables proposés :**

Base de données et site web livrables en décembre 2012

## Fiche CONTRAT D'ETUDE : BUDGET PREVISIONNEL

Responsable scientifique du contrat d'étude :

Isabelle ALLEMAND

Préciser si 2e tranche contrat d'étude 2010 ou nouvelle opération

2ème tranche

intitulé de l'opération :

Les conseils d'administration : composition, rôle, qualité, réseaux d'administrateurs et de dirigeants

régime fiscal

 TTCArgumentaire scientifique annexé en page 2

CHARGES / DEPENSES	MONTANT EN EUROS	PRODUITS / RECETTES	MONTANT EN EUROS
I. Charges directes affectées à l'action		I. Ressources directes affectées à l'action	
<b>60 – Achat</b>	<b>28 500</b>	<b>70 – Vente de produits finis, prestations de services, marchandises</b>	
Prestations de services (dont sous traitance) - licence logiciels traitement de données / BOARDDEX, OSIRIS, adhésion club rech. IFA	20 000	Frais d'inscription	
Prestations de services - Association étudiant MS Developpement - 500 heures	8 500		
Achats matières et fournitures (consommables)			
Autres fournitures (dont dépenses de petits équipements) [max 5000euros]			
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>6 500</b>	<b>74- Subventions d'exploitation</b>	<b>35 000</b>
Locations		Etat: (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)	
Assurance		Régions	
Documentation - livres et revues	6 500	(Part demandée au) Conseil Régional	35 000
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>15 000</b>	Département(s):	
Rémunérations intermédiaires et honoraires (dont stagiaires)		Commune(s):	
Publicité, publication [max 30% du total]		PRES	
Déplacements, missions, frais de restauration - workshop, interviews	15 000	Organismes sociaux (à détailler) :	
<b>63 - Impôts et taxes</b>		Fonds européens	
Impôts et taxes sur rémunération		Agence de service et de paiement (emploi aidés)	
		Autres aides, dons ou subventions affectées	35 000
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>20 000</b>	Autofinancement de l'établissement (BQR - Laboratoire)	
Rémunération des personnels (préciser dans l'argumentaire le type de personnel, le nombre de mois du contrat) - assistant de recherche	15 000	Programme de Recherche (ANR)	
Charges sociales	5 000	<b>75 - Autres produits de gestion courants</b>	
Autres charges de personnel			
<b>Total des charges</b>		<b>Total des produits</b>	
<b>86- Emploi des contributions volontaires en nature</b>		<b>87- Contributions volontaires en nature</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>70 000</b>	<b>TOTAL</b>	<b>70 000</b>

PIECES A FOURNIR :

- ☞ Devis de sous-traitance
- ☞ Devis des petits équipements
- ☞ Consommables : liste descriptive et estimation des montants
- ☞ Lettres d'engagement de cofinancement/autofinancement

**PRE-PROJET DE RECHERCHE**  
**DEPOSE AU TITRE DES ACCORDS-CADRES**  
**PROGRAMMATION 2012**

**1- Identification du porteur du pré-projet**

**1-1 Unité de recherche labellisée – CEREN (Groupe ESC Dijon)**

Nom Prénom et coordonnées tel et mail du Directeur :  
Stéphan Bourcieu, Directeur Général du Groupe ESC Dijon Bourgogne  
Sophie Reboud, Directeur du Ceren  
03 80 72 59 00  
[Stephan.Bourcieu@escdijon.eu](mailto:Stephan.Bourcieu@escdijon.eu)  
[Sophie.Reboud@escdijon.eu](mailto:Sophie.Reboud@escdijon.eu)  
(Joindre à la demande un organigramme de l'unité de recherche)

**Thématique scientifique de l'unité de recherche (le Ceren)**

**"Jeu des acteurs et prise de décision: processus, contexte et facteurs d'influence"**

**Mots clés:** Gestion, management entrepreneurial, processus de décision, contingence, vin, santé

Le **Ceren** a orienté ses activités de recherche vers la compréhension des enjeux des acteurs, de leur processus de décision en analysant le contexte dans lequel ils agissent, leurs marges de manœuvre et leurs enjeux et les facteurs influençant leur décision. Les méthodologies employées sont diverses, et nous avons mis en particulier l'accent sur les méthodes expérimentales, que nous complétons par d'autres méthodes plus classiques, quantitatives et surtout qualitatives. Les secteurs d'application sur lesquels nous nous focalisons sont les industries traditionnelles et de terroir – en particulier le vin – le management des systèmes de santé, et plus largement les PME.

Le Ceren est composé de plusieurs équipes internes dont le LESSAC, l'équipe ICE, la Chaire de Gouvernance, la Chaire de microfinance. Les points communs de toutes ces équipes est leur **pluridisciplinarité** (stratégie, marketing, finance, économie, droit, entrepreneuriat, ressources humaines) et leur **orientation finalisée** vers les acteurs économiques.

Structure Fédérative :

Pôle de recherche : SHS

**1-2 Responsable scientifique du pré-projet**

Nom et prénom : Reboud Sophie – Directeur du Ceren

Adresse : Ceren – Groupe ESC Dijon Bourgogne, 29 rue Sambin, 21000 Dijon

Tel : 03 80 72 59 00      Mail [sophie.reboud@escdijon.eu](mailto:sophie.reboud@escdijon.eu)

Grade. :

HDR : oui      Date 10 février 2011

1- Liste des publications récentes (2 ans) – *articles de revue avec comité de lecture, ouvrages, chapitres*

**d'ouvrage (10 publications maximum)**

- Mazzarol, T., Reboud, S., & Volery, T., (2010), "Innovation Management in SMEs: Evidence from Australia, France and Switzerland" *Int. J. Technology Management*, 52(1/2), 98-117
- Reboud, S., & Truche, M., (2009), "Contribution à la compréhension du processus d'élaboration de la stratégie des PME : deux études de cas", *Revue Internationale PME*, vol. 22, no 1, pp.129-160
- Mazzarol, T., Reboud, S., & Soutar, G., (2009), "Strategic Planning Behaviour of Growth Oriented Small Firms", *International Journal of Entrepreneurial Behaviour and Research*, Issue 15(4): 320-345
- Mazzarol, T., & Reboud, S., (2008), "The Role of Complementary Actors in the Development of Innovation in Small Firms", *Int. Journal of Innovation Management*, 12(2):1-31
- Reboud, S., et Mazzarol, T., (2006) "Évaluation du risque lié à une innovation pour les PME : proposition d'un outil", *Revue Internationale PME*, 19(2): 133-161
- Mazzarol T. & Reboud, S., (2006) "The Strategic Decision Making of Entrepreneurs within Small High Innovator Firms", *Int. Entrepreneurship and Management Journal*, 2(2): 261-280
- Mazzarol, T., & Reboud, S., (2009), "The Strategy of Small Firms, Strategic Management and Innovation in the Small Firm", Edward Elgar Publishing Ltd., Cheltenham, UK
- Bobulescu, R., and Reboud, S., (2009), "Innovations in pedagogy and educational research in France", in Tina Besley, (Editor), "Assessing educational research in Higher Education", Sense Publishers, Rotterdam, NL (2008), pp 327-342
- Reboud, S., and Mazzarol, T., (2010), " Management of innovation in SMEs: A Comparison Between France and Australia", *Symposium Strategic innovation in small firms: lessons from innovative companies within the OECD, AOM 2010, Montreal, Canada, 6-10 August 2010*
- Reboud, S., Mazzarol, T. & Volery, T., (2008), "The French National Innovation System an International Comparison of Small Firms", *Actes des 60èmes Rencontres de St Gall, 1-3 September 2008, St Gallen (CH)*

**2- Conférencier invité :**

*(liste référencée)*

**3- Distinctions : (par exemple, membre de l'Institut Universitaire de France, médailles CNRS etc...) :**

**4- Responsabilités (par exemple, expert AERES, ANR...), :**

**5- Nombre de thèses encadrées au moment du dépôt de la demande**

Nombre de thèses encadrées et soutenues depuis 2007, dont en co-tutelle internationale de thèse

Une thèse en codirection avec le Prof. A. Balasse, Université de Mons (B) soutenue le 13 septembre 2011

.....

1

1-3 Equipe(s) interne(s) : (intitulé(s) Si plusieurs équipes participent au même projet, désignez un chef de file)

**Équipe Gouvernance....**

**Responsable de l'équipe interne :** Isabelle Allemand

**Thématique scientifique :** (Mots-clefs): Gouvernance, banques, conseils d'administration, réseaux

**Liste des ANR auxquelles participe l'équipe** (acronyme, partenaire, coordinateur, montant de l'aide)

**Liste des programmes du FP7 auxquels participe l'équipe interne** (acronyme, partenaire, coordinateur, montant de l'aide) :

**Listes des programmes d'autres actions auxquels participe l'équipe interne** (INCA, GDR, GDRI.... acronyme, partenaire, coordinateur, montant de l'aide) :

**Liste des projets labellisés par les Pôles de compétitivité, PREMICE, Synerjinov, GIE Pharmimage, CRECEP... :**

**Partenariats internationaux :** (liste référencée)

Université de Neuchâtel

Université d'Oxford-Brookes

Denver University

**Autres partenariats :**

- Crédit Agricole de Bourgogne Franche Comté
- Association des Femmes Diplômées d'Expertise Comptable Administrateurs

**2-Pré-projet de recherche innovation**

**2-1 : présentation du pré-projet**

Intitulé : ... Les conseils d'administration : composition, rôle, qualité, réseaux d'administrateurs et de dirigeants.....

Durée en mois :

24

**Si pluriannuel : programmation :**

**Nombre d'équivalent TP participant au projet (statutaires et non statutaires) : Statutaires**

5

**Non statutaires**

1

**2-2 Descriptif/Argumentaire scientifique :**

(2 pages maximum)

Présentation de l'état du projet, étapes de réalisation, objectifs visés, intérêt pour la Région...

L'équipe de la Chaire en Gouvernance, équipe interne du Ceren, décline dans les entreprises, et notamment dans les banques, les questions communes à toutes nos équipes de recherche: le jeu des acteurs, le contexte des processus de décision et les facteurs d'influence sur ce processus. Les problématiques abordées s'intéressent plus particulièrement aux conseils d'administration, sous plusieurs facettes : qualité des conseils d'administration dans les banques, rôle des administrateurs dans le contexte particulier du mutualisme, basé sur les notions de proximité, de solidarité et d'aide au développement économique local, place et rôle des femmes dans les conseils d'administration, influence sur la performance des réseaux du dirigeant.

Les principaux axes d'études de ce projet sont les suivants:

Axe 1: Qualité des conseils d'administration dans les banques

Axe 2: Rôle des administrateurs dans le secteur mutualiste

Axe 3: Origines, place et rôle des femmes administrateurs

Axe 4: Gouvernance et réseaux de dirigeants.

### **Axe 1: Qualité des conseils d'administration dans les banques**

Thématique de la recherche : facteurs explicatifs et impact de la qualité des conseils d'administration dans les banques

Mots-clés : conseil d'administration, banques, système légal, actionnariat, international, intervention de l'État

Équipe de recherche : Isabelle Allemand, avec trois partenariats : l'un avec l'université de Neuchâtel , le second avec Denver University et le troisième avec Oxford Brookes.

Projets en cours :

- a) Nous menons une étude de comparaison européenne des conseils d'administration des banques non coopératives. Suite à la crise financière, l'intérêt pour la gouvernance des banques est renforcé et la question se pose de la nécessité de faire évoluer la réglementation. Il nous semble important, avant que des décisions d'encadrement plus strict soient prises, d'essayer de mieux comprendre les différents mécanismes de gouvernance dans le secteur bancaire. Nos recherches portent sur un mécanisme central, le conseil d'administration. Nous cherchons à comprendre ce qui explique les caractéristiques et la qualité des conseils d'administration des banques. Cela a été l'objet de la première année du projet.
- b) L'étude porte également sur l'impact des caractéristiques des conseils d'administration des banques sur la prise de risque, thématique extrêmement pertinente dans le contexte actuel. C'est l'objet de la deuxième année du projet.
- c) Le projet avec Oxford Brookes consiste à étudier, avec une comparaison France – Angleterre, d'une part, les risques et les challenges de l'intervention de l'État dans les banques au moment de la crise financière (qu'apporte l'intervention de l'État ? Est-elle justifiée ? Que modifie-t-elle dans les structures de gouvernance et dans la prise de risque ?), d'autre part, les réactions aux nouveaux accords de Bâle III et les suggestions faites par les professionnels pour améliorer la réglementation. Ce travail est étalé sur les deux années

### **Axe 2: Rôle des administrateurs dans le secteur mutualiste**

Thématique de la recherche: analyser les spécificités de la composition et du rôle des conseils d'administration dans le secteur mutualiste

Équipe : Isabelle Allemand, Bénédicte Brullebaut, Sophie Raimbault

Le secteur mutualisme est fondé sur le respect de valeurs fortes : la proximité, la solidarité et l'accompagnement du développement économique local. Comment les conseils d'administration des organisations mutualistes intègrent-ils ces notions ? Comment le mutualisme influence-t-il la composition des conseils d'administration et les missions qui sont confiées aux administrateurs ? La première année est dédiée à la définition du profil d'un administrateur de caisse locale, la seconde porte sur la réflexion sur la mission de ces administrateurs de caisse locale.

Le Crédit Agricole Champagne Bourgogne, partenaire de la Chaire en Gouvernance d'Entreprise, assure une partie du financement de ce projet.

### **Axe 3: Origines, place et rôle des femmes dans les conseils d'administration**

Thématique de la recherche : face à une réglementation de plus en plus volontariste sur la part de femmes dans les conseils d'administration, se posent plusieurs questions : qui sont les femmes administrateurs, quelle place ont-elles déjà dans les conseils, quel rôle peuvent-elles jouer dans les conseils, ce rôle est-il différent de celui des hommes ?

Équipe de recherche : Bénédicte Brullebaut, Isabelle Allemand, Odile Barbe

Plusieurs projets de loi, en France et dans d'autres pays européens, ont été déposés pour imposer aux entreprises un quota de femmes dans les conseils d'administration des sociétés cotées. Il s'agit de comprendre quels sont les profils des femmes déjà administrateurs, qui seront les futures femmes administrateurs (existence de réseaux ?), qu'est-ce qu'elles vont apporter ou apportent déjà dans les

conseils d'administration, quelle est et quelle sera leur place et leur poids dans les décisions, vont-elles faire évoluer les modes de fonctionnement des conseils ? De manière plus globale, il s'agit de comprendre si la façon d'exercer un mandat d'administrateur dépend du genre de l'administrateur. A cet effet, l'équipe conduit plusieurs enquêtes sur différentes thématiques. Ont été lancées la première année : étude exploratoire des apports de femmes et connaissance des réseaux de femmes administrateurs. En deuxième année, le travail se poursuit et s'enrichit avec notamment la création d'un observatoire. Un observatoire des femmes dans les conseils d'administration des ETI est en cours de lancement en partenariat avec l'Association des femmes Diplômées d'Expertise Comptable Administrateurs. Les études portent aujourd'hui essentiellement sur les sociétés cotées, or les ETI vont être concernées par la loi, d'où l'intérêt de connaître la position qu'occupent déjà les femmes dans les conseils des ETI, leurs apports et les attentes des ETI relativement aux femmes administrateurs.

#### **Axe 4: Réseaux de dirigeants**

Thématique de la recherche : gouvernance et réseaux de dirigeants.

Équipe de recherche : Isabelle Allemand, Emmanuel Zenou, Fabrice Galia, Abdellilah Hamdouch, Marc Ingham

*Analyse de la structure des réseaux des dirigeants (par leurs positions d'administrateurs notamment), ainsi que des liens entre les caractéristiques des dirigeants et leur place dans cette structure. Analyse de la cohésion et de la nature (densité ...) des réseaux; position du dirigeant dans les réseaux (centralité, intermédiation ...); force du lien (fort/faible). Ce projet s'étale sur deux ans.*

### **3- Impacts du projet de l'équipe Gouvernance:**

Pour être éligibles, les projets proposés devront répondre à une ou plusieurs qualités :

➤ **3-1 s'inscrire dans le cadre de la stratégie du pôle telle que définie dans les accords cadres et complétée, le cas échéant, dans les avenants annuels.**

➤ **3-2 : Le projet doit faire valoir une ou plusieurs des qualités suivantes :**

#### ➤ **3-2-1 : EXCELLENCE**

Argumentaire (1/4 page maximum)

L'excellence de la recherche développée par l'équipe Gouvernance peut se mesurer par le financement significatif qu'elle a obtenu dans le cadre du partenariat signé avec le Crédit Agricole Champagne Bourgogne sur 2010-2012 et la signature prévue fin octobre 2011 d'un nouveau partenariat avec l'Association des Femmes Diplômées d'Expertise Comptable Administrateurs.

La liste des publications nationales et les participations à des colloques internationaux est également révélatrice de la qualité des travaux réalisés.

L'obtention du prix IFA en 2009 de la recherche en gouvernance, attribué à Isabelle Allemand, est un autre témoignage de reconnaissance des travaux engagés.

#### ➤ **3-2-2 : VALORISATION / INNOVATION**

Argumentaire (1/4 page maximum)

L'orientation résolument tournée vers les entreprises des travaux de cette équipe garantit une valorisation rapide des recherches.

#### ➤ **3-2-3 : PLURIDISCIPLINARITE / TRANSVERSALITE**

Argumentaire (1/4 page maximum)

L'équipe Gouvernance, à la base finance, travaille en transversal en fonction des missions avec d'autres enseignants chercheurs, aussi bien en RH, en management qu'en marketing, le gouvernance étant à l'intersection de plusieurs champs disciplinaires.

#### ➤ **3-2-4 : INTERREGIONALITE**

Argumentaire (1/4 page maximum)

Les études menées comportent pour la plupart un volet de comparaison internationale : Angleterre, Europe, États-Unis.

#### 4 – Indicateurs de résultats proposés par les porteurs de projet :

- Succès des recherches de financement auprès des acteurs économiques,
- Publications dans des revues académiques internationales de bon niveau
- Supports de diffusion d'informations sur la gouvernance à destination des entreprises

#### 5- Dispositifs mobilisés, conditions de recevabilité et estimation du plan de financement

a) Équipe Gouvernance

Durée du projet : 24 mois

Dispositifs pour l'équipe Gouvernance	Montant envisagé pour une subvention 2012	Co-financement ou auto-financement (2)	Coût total du projet TTC - 2012
Contrat d'étude Régionaux	35 000,00	35 000,00	70 000,00
Chercheurs invités			
Cotutelle			
Allocation de thèses			
Bourses et allocations post-doctorales			
Mobilité sortante			
<b>TOTAL AIDES</b>	<b>35 000,00</b>		
Total co-financement (2)		<b>35 000,00</b>	
<b>TOTAL</b>			<b>70 000,00</b>

#### (2) Liste des cofinanceurs et montant de leur contribution

Crédit Agricole Champagne Bourgogne : 20 000 euros par an pendant 3 ans à compter de l'année 2010/2011.

Association des Femmes Diplômées d'Expertise Comptable Administrateurs : 15 000 euros pendant 3 ans à compter de l'année 2011/2012 (signature en cours).

#### 6- Maître d'ouvrage bénéficiaire de la subvention :

Le maître d'ouvrage est l'organisme/établissement qui sera bénéficiaire de la subvention et aura à justifier la totalité des dépenses. Dans le cas d'une UMR, les dépenses réalisées sur le budget de l'organisme sont éligibles sur présentation de la convention d'UMR.

Rappel : si le maître d'ouvrage est le CNRS, l'INRA ou l'INSERM, le plan de financement est présenté en Hors taxes, pour les autres établissements en TTC, donc sans récupération de TVA ou Hors Taxes, avec récupération

de TVA, suivant la finalité de l'opération. Concernant les structures de transfert, les associations et sociétés, chaque dossier peut avoir un régime fiscal en propre suivant la finalité de l'opération.

<p>Etablissement : Groupe ESC Dijon Bourgogne</p> <p>Responsable légal : CCI Dijon, Groupe ESC, Directeur Général Stéphane Bourcieu</p> <p>Adresse : 29, rue Sambin 21000 Dijon</p> <p>Tel – mail : 03 80 72 59 00</p>
--

**7- Validation par l'établissement suivant des procédures adaptées à chaque structure**

**Signature du porteur et du directeur de l'Unité de Recherche**

Pôle de Recherche	<input type="checkbox"/> Pole AGRALE	<input type="checkbox"/> IFR 92	<input type="checkbox"/> FED. BUFFON
	<input type="checkbox"/> Pôle Santé/STIC	<input type="checkbox"/> IFR 100	
	<input type="checkbox"/> Pôle Sciences des Matériaux et Technologies	<input type="checkbox"/> FR 3M	
	<input checked="" type="checkbox"/> Pôle Sciences Humaines et Sociales	<input type="checkbox"/> MSH	

Dijon, le  
Responsable scientifique du projet  
**Isabelle ALLEMAND**

Dijon, le  
Directeur de l'unité:  
**Sophie REBOUD**

Dijon, le  
Responsable de la structure fédérative  
**Stephan BOURCIEU**

Cadre réservé à la DRES du Conseil régional de Bourgogne	
Date de réception du pré-projet	
Date du comité de programmation thématique	
Date du comité de programmation conjoint	
Suite à donner	

**Fiche C : CREDITS REGIONAUX : programme FABER**

**Identité et grade du bénéficiaire du programme FABER :** Georges GIRAUD, Professeur de l'enseignement supérieur agronomique et vétérinaire  
**Date de nomination dans un établissement de Bourgogne :** 01-sept-10  
**Date d'arrivée en Bourgogne :** 01-sept-10  
**Coordonnées :** AgroSup Dijon georges.giraud@dijon.inra.fr 03 80 77 26 71  
**Unité d'accueil :** UMR CESAER AgroSup Dijon - INRA

**Argumentaire scientifique (1/2 page max) :**

Appropriation de la démarche agro-environnementale par les filières sous AOP en Bourgogne  
 En Bourgogne, les produits alimentaires sous AOP représentent 97% de la production de vin, 5% des livraisons de lait, 2% de la production de volaille de chair et devraient dépasser les 5% en viande bovine. Fleuron de l'agriculture bourguignonne, ces filières doivent faire face à un triple défi : i) l'application de cahiers des charges stricts, garantie de l'appellation ii) une réforme profonde des procédures de contrôle de l'application desdits cahiers menée depuis l'édiction du règlement 510/2006, iii) la commercialisation de produits plus coûteux via des circuits de distribution où la pression sur les prix est considérable. Dans ces conditions, l'arrivée de nouvelles normes agro-environnementales paraît vécue comme une contrainte forte, et non comme une chance à saisir, par la plupart des opérateurs des filières. Le présent projet de recherche se propose d'explorer les pratiques actuelles et en cours de devenir des filières agricoles et agro-alimentaires sous AOP en Bourgogne du point de vue agro-environnemental avec l'objectif d'aider à la construction d'indicateurs d'impact agro-environnementaux (IIAE) des AOP. Compte tenu de la nouveauté et de la complexité du sujet, il s'agit bien d'un projet de recherche en SHS et non pas de la construction arithmétique d'indicateurs de type mesure de la bio-diversité. Les travaux de recherche sur la mise au point d'IIAE ont pris de l'ampleur ces dernières années en raison des MAE appliquées en agriculture avec un objectif assez clair de substitution aux mesures de soutien des activités de production vouées à disparaître en raison du découplage des aides désormais indépendantes de la production agricole, selon les canons de la PAC.

**Opérations éligibles au titre du programme FABER :**

- Equipements, pour faire une demande de subvention, utilisez une fiche B1 distincte
- Fonctionnement (contrat d'étude), pour faire une demande de subvention : utiliser une fiche B2 distincte
- Allocation de Thèse, pour faire une demande de subvention : utiliser une fiche D distincte
- Allocation Post-doctorale, pour faire une demande de subvention: utiliser une fiche E distincte

**PIECES A FOURNIR :**

- L'arrêté de nomination et le CV de l'enseignant chercheur ou du chercheur

*oLe Bénéficiaire du programme FABER s'engage à maintenir en Bourgogne les matériels financés et à apposer sur tous les supports financés le logo de la région Bourgogne*

*oLe Bénéficiaire du programme FABER s'engage à rester en Bourgogne le temps de l'opération financée.*

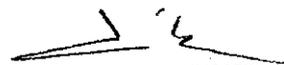
Signatures

Le bénéficiaire du programme FABER  
 Le Directeur de l'Unité de recherche

Georges Giraud



Cécile Détang-Dessendre  
 Directrice du CESAER



**Fiche B2 : CREDITS REGIONAUX : fonctionnement**

Ø Regrouper sur cette fiche les coûts internes du projet demandés au titre des crédits régionaux

Responsable scientifique du contrat d'étude

Pr Georges Giraud

Préciser si 2e tranche contrat d'étude 2010 :

non

Argumentaire scientifique (1/2 page max) :

**Appropriation de la démarche agro-environnementale par les filières sous AOP en Bourgogne**

En Bourgogne, les produits alimentaires sous AOP représentent 97% de la production de vin, 5% des livraisons de lait, 2% de la production de volaille de chair et devraient dépasser les 5% en viande bovine. Fleuron de l'agriculture bourguignonne, ces filières doivent faire face à un triple défi : i) l'application de cahiers des charges stricts, garantie de l'appellation ii) une réforme profonde des procédures de contrôle de l'application desdits cahiers menée depuis l'édiction du règlement 510/2006, iii) la commercialisation de produits plus coûteux via des circuits de distribution où la pression sur les prix est considérable. Dans ces conditions, l'arrivée de nouvelles normes agro-environnementales paraît vécue comme une contrainte forte, et non comme une chance à saisir, par la plupart des opérateurs des filières. Le présent projet de recherche se propose d'explorer les pratiques actuelles et en cours de devenir des filières agricoles et agro-alimentaires sous AOP en Bourgogne du point de vue agro-environnemental avec l'objectif d'aider à la construction d'indicateurs d'impact agro-environnementaux (IIAE) des AOP. Compte tenu de la nouveauté et de la complexité du sujet, il s'agit bien d'un projet de recherche en SHS et non pas de la construction arithmétique d'indicateurs de type mesure de la bio-diversité. Les travaux de recherche sur la mise au point d'IIAE ont pris de l'ampleur ces dernières années en raison des MAE appliquées en agriculture avec un objectif assez clair de substitution aux mesures de soutien des activités de production vouées à disparaître en raison du découplage des aides désormais indépendantes de la production agricole, selon les canons de la PAC.

Les montants sont présentés en :

o HT x TTC

Liste des dépenses prévisionnelles par nature

**BUDGET PREVISIONNEL DE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT D'ETUDE**

/an pour 2 ans

CHARGES	NATURE	MONTANT EN EUROS	PRODUITS	MONTANT EN EUROS
<b>I. Charges directes affectées à l'action</b>			<b>I. Ressources directes affectées à l'action</b>	
<b>60 - Achat</b>			<b>70 - Vente de produits finis, prestations de services, marchandises</b>	
Prestations de services (dont sous traitance)			<b>74- Subventions d'exploitation</b>	
Achats matières et fournitures	consommables	1 750	Etat:	
Autres fournitures (dont dépenses de petits équipements)	enquête	2500	Région(s):CPER	
Documentation		2 500	Fonds européens	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>			Agence de service et de paiement (emploi aidés)	
Rémunérations intermédiaires et honoraires (dont stagiaires)	6 mois * 4 stagiaires	5 400	Autres aides, dons ou subventions affectées	
Publicité, publication		1 000	<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
Déplacements, missions	enquêtes, réunions, communications scientifiques	6 850		
<b>63 - Impôts et taxes</b>			<b>76 - Produits financiers</b>	
Impôts et taxes sur rémunération			Total des produits	
<b>Total des charges</b>				
<b>TOTAL</b>		<b>20 000</b>	<b>TOTAL</b>	<b>20 000</b>

**PIECES A FOURNIR :**

- Devis de sous traitance
- Devis des petits équipements
- Estimation des coûts de consommables
- Si TTC, attestation de non récupération de TVA

**Fiche E : bourses de post-doctorat**

Laboratoire d'accueil : UMR CESAER AgroSup Dijon - INRA

Responsable scientifique : Pr Georges GIRAUD

Intitulé des travaux : Appropriation de la démarche agro-environnementale par les filières sous AOP en Bourgogne

Durée prévisionnelle du séjour : 2 ans

Date prévisionnelle de prise de fonctions : sept-11

Modalités de recrutement du post-doctorant : sélection sur dossier puis entretien

Type d'appel à candidature : appel à candidature européen

**Argumentaire scientifique (1/2 page max) :**  
 En Bourgogne, les produits alimentaires sous AOP représentent 97% de la production de vin, 5% des livraisons de lait, 2% de la production de volaille de chair et devraient dépasser les 5% en viande bovine. Fleuron de l'agriculture bourguignonne, ces filières doivent faire face à un triple défi : i) l'application de cahiers des charges stricts, garantie de l'appellation ii) une réforme profonde des procédures de contrôle de l'application desdits cahiers menée depuis l'édiction du règlement 510/2006, iii) la commercialisation de produits plus coûteux via des circuits de distribution où la pression sur les prix est considérable. Dans ces conditions, l'arrivée de nouvelles normes agro-environnementales paraît vécue comme une contrainte forte, et non comme une chance à saisir, par la plupart des opérateurs des filières. Le présent projet de recherche se propose d'explorer les pratiques actuelles et en cours de devenir des filières agricoles et agro-alimentaires sous AOP en Bourgogne du point de vue agro-environnemental avec l'objectif d'aider à la construction d'indicateurs d'impact agro-environnementaux (IIAE) des AOP. Compte tenu de la nouveauté et de la complexité du sujet, il s'agit bien d'un projet de recherche en SHS et non pas de la construction arithmétique d'indicateurs de type mesure de la bio-diversité. Les travaux de recherche sur la mise au point d'IIAE ont pris de l'ampleur ces dernières années en raison des MAE appliquées en agriculture avec un objectif assez clair de substitution aux mesures de soutien des activités de production vouées à disparaître en raison du découplage des aides désormais indépendantes de la production agricole, selon les canons de la PAC.

Typologie	Cofinancement (montant)	Cofinancement (origine)	Demande de subvention par an sur 2 ans	Coût total
E3 Région- Etablissement d'enseignement supérieur et de recherche et organismes de recherche hors convention			42 000 €	84 000 €

avis et signature du directeur de l'unité de recherche

Cécile Détang-Dessendre

Directrice du CESAER



**PIECES A FOURNIR :**

lettres d'engagement des co-financeurs

## CREDITS REGIONAUX : programme FABER

Identité et grade du bénéficiaire du programme

Date de nomination dans un établissement de recherche en Bourgogne :

Coordonnées professionnelles

Unité d'accueil :

mail

tel/fax

adresse

postale

Denis CLAUDE MCF

1er septembre 2011

[denis.claude@u-bourgogne.fr](mailto:denis.claude@u-bourgogne.fr)

Laboratoire d'Economie et de Gestion (Tel : 03

PEG - 2 bd Gabriel - 21000 Dijon

L'argumentaire du projet scientifique est à joindre dans un fichier annexe

### nota

- Equipements, pour faire une demande de subvention, utilisez une fiche Equipements
- Fonctionnement (contrat d'étude), pour faire une demande de subvention : utiliser une fiche contrat d'étude
- Allocation de Thèse, pour faire une demande de subvention : utiliser une fiche D distincte
- Allocation Post-doctorale, pour faire une demande de subvention: utiliser une fiche E distincte

### PIECES A FOURNIR :

- arrêté de nomination et CV de l'enseignant chercheur ou du chercheur

X Le Bénéficiaire du programme FABER s'engage à maintenir en Bourgogne les matériels financés et à apposer sur tous les supports financés le logo de la région Bourgogne

X Le Bénéficiaire du programme FABER s'engage à rester en Bourgogne le temps de l'opération financée.

### Signatures



Le bénéficiaire du programme FABER Denis CLAUDE



Le Directeur de l'Unité de recherche Catherine BAUMONT

Responsable scientifique

Denis CLAUDE (MCF)  
FABER 073 SHS4 "Marchés Institutions Gouvernance"  
Titre du programme FABER "Allocation spatiale optimale des  
activités économiques et de protection de l'environnement"  
durée 24 mois

⇒ Regrouper sur cette fiche et par ordre de priorité les investissements demandés

Eligibilité de l'opération au CPER  
régime fiscal

oui  
 HT

non  
 TTC

DEPENSES PREVISIONNELLES (HT ou TTC)		Montants suivant devis	RECETTES PREVISIONNELLES	Montants prévus
ordre de priorité			Financements (à détailler)	
1	Logiciel Mathematica	2100	Subvention demandée	2100
2			autres sources de financement à préciser :	
3				
4				
5				
...	n			
			autofinancement	
TOTAL		2100	TOTAL	2100

PIECES A FOURNIR :

- ⇒ Si dépenses en TTC, attestation de non
- ⇒ Devis (1 par appareil) datant de moins de six
- ⇒ Lettre(s) d'engagement de cofinancement ou

B1 Annexe scientifique à la demande de fonctionnement (contrat d'étude)

Intitulé de l'opération : 073 LEG Marchés Institutions Gouvernance - FABER - D. Claude MCF  
*Allocation spatiale optimale des activités économiques et de protection de l'environnement*

**RESPONSABLE SCIENTIFIQUE DE L'OPERATION :**

Nom Prénom	Denis CLAUDE
Unité de recherche	Laboratoire d'Economie et de Gestion
Equipe interne	AMIE
Coordonnées mail	Denis.claude@u-bourgogne.fr
Coordonnées tel et fax	LEG secrétariat : Tel 03 80 39 54 30 Fax 03 80 39 54 43

LISTE NOMINATIVE DES PARTICIPANTS A L'OPERATION			
Etablissement	Nom Prénom	Grade et fonctions	Temps de travail dédié à la réalisation du programme scientifique en % d'ETP
UB	Claude Denis	MCF	100%
UB	Baumont Catherine	PR	30%
UB	Julien Ludovic	MCF	30%
Université de Valladolid	Martin-Herran Guiomar	PR	Temps recherche, séminaires
INRA-Montpellier	Tidball Mabel	DR	Temps recherche, séminaires
Université de Californie - Davis	Olivier Rubel	PR assistant	Temps recherche, séminaires
HEC Montreal	Zaccour Georges	PR	Temps recherche, séminaires

**- Présentation du programme scientifique faisant l'objet de la demande : objectifs visés**

La demande entre dans le cadre du programme FABER et vise à favoriser mon installation au sein du LEG et mon intégration scientifique dans les projets de recherche en Bourgogne (MSH) et dans le cadre du PRES (Labex).

Titulaire d'un doctorat en sciences économiques de l'université Montpellier I, j'ai rejoint l'Université de Bourgogne en tant que Maître de conférences en sciences économiques en septembre 2011. Avant de rejoindre l'université de Bourgogne, j'avais effectué deux séjours postdoctoraux à HEC Montréal et un séjour comme chercheur sur contrat ANR au Centre d'Économie de la Sorbonne. Spécialiste en économie de l'environnement, mon activité de recherche porte principalement sur la régulation des émissions polluantes en situation de concurrence imparfaite. Je suis l'auteur ou le co-auteur de plusieurs publications dans des revues à comité de lecture de renommée internationale telles que le *Journal of Public Economic Theory*, *Economics Bulletin* et le *B.E. Journal for Economic Theory*.

Le programme de recherche que je souhaite développer au LEG porte sur les modalités optimales d'allocation de l'espace entre activités de développement économique et activités de protection de la biodiversité. L'analyse est motivée par l'observation d'une pression croissante de notre système économique sur les systèmes naturels et biologiques qui le supportent. Ainsi, le développement économique de nos régions et territoires s'accompagne non seulement d'une perte en termes de diversité des espèces, mais également d'une réduction de la biomasse totale des espèces subsistantes. L'urbanisation conduit à une imperméabilisation progressive des sols qui compromet la fourniture des services écosystémiques de traitement de l'eau et de gestion des risques de crue. Elle transforme également nos villes en « îlots de chaleur » par l'augmentation de la quantité de calories que le milieu absorbe. Ces phénomènes soulignent que le mode de développement de nos régions, villes et territoires n'est pas soutenable et qu'il porte en lui-même les germes de son déclin. Pour que le développement économique tienne ses promesses à long-terme, il est nécessaire de revoir nos modalités de gestion et d'aménagement du territoire. Ainsi, au cours des deux dernières décennies, des schémas de développement durable ont été proposés au travers de concepts comme les infrastructures vertes (green infrastructure), le développement à faible impact environnemental (Low impact development or LID)

ou la croissance intelligente (Smart Growth). Chacun de ces concepts souligne la nécessité d'une allocation raisonnée de l'espace entre les activités de développement économique et les activités de conservation de l'environnement. Autrement dit, chacun de ces concepts implique que le décideur public préserve du développement économique certaines parcelles du territoire dont il a la gestion pour qu'elles conservent leurs fonctions écosystémiques. Or, force est de constater que nous savons aujourd'hui peu de choses sur les principes qui doivent guider cette répartition spatiale. L'originalité et l'ambition du programme de recherche proposé tiennent à la volonté de définir les principes d'une répartition spatiale optimale des activités économiques et de conservation de l'environnement.

L'analyse s'appuiera sur la littérature récente en « nouvelle économie géographique » qui explique la répartition spatiale des activités économiques par l'effet combiné de deux types de forces économiques :

- ▲ Les forces centrifuges qui conduisent les activités économiques à se concentrer dans les agglomérations ;
- ▲ Les forces centripètes qui incitent les activités économiques à s'éloigner des agglomérations et à se disperser dans l'espace.

Elle s'inscrit dans le prolongement d'une contribution récente de Rauscher et Barbier (2010) qui souligne que les systèmes écologiques sont soumis à des forces similaires.

Le développement économique d'une région repose sur une amélioration de sa compétitivité au moyen d'une meilleure allocation de ses facteurs de production. Or, la concentration des activités économiques permet la réalisation d'économies d'échelle dans la production des biens et services. Par conséquent, la concentration des activités économiques contribue au développement d'une région et la recherche d'économies d'échelle est une force centrifuge qui contribue à l'agglomération des activités économiques. Cependant, les activités de production et de consommation génèrent des externalités environnementales qui participent à l'épuisement progressif du capital naturel ou à l'accumulation de la pollution dans l'environnement. Or, la dégradation de l'environnement et la pollution nuisent aussi bien aux consommateurs qu'aux entreprises. Par conséquent, les externalités environnementales contrebalancent l'effet des forces centrifuges en incitant consommateurs et entreprises à s'éloigner des agglomérations pour bénéficier d'un environnement de meilleure qualité. Elles constituent donc une force centripète qui incite les activités économiques à se disperser dans l'espace. Les systèmes écologiques sont également affectés par ces deux types de forces. Les forces centripètes tendent à induire une répartition universelle des espèces naturelles tandis que les forces centrifuges conduisent à leur agglomération. L'agglomération est un état du système écologique qui profite aux espèces endémiques tandis que la répartition universelle bénéficie aux espèces redondantes.

Au regard de cette analyse préliminaire, la répartition spatiale des activités économiques et de conservation de l'environnement doit être gouvernée par deux impératifs économiques antagonistes :

- ▲ la recherche d'économies d'échelle (ou d'agglomération) qui incite à la concentration spatiale des activités économiques
- ▲ la recherche d'une moindre exposition aux externalités environnementales qui implique une plus grande dispersion des activités économiques et/ou la mise en œuvre d'une politique environnementale par le décideur public.

ainsi que deux impératifs biologiques :

- ▲ limiter la dispersion spatiale des espèces endémiques,
- ▲ préserver la dispersion spatiale des espèces universelles.

L'interaction entre système économique et systèmes écologiques fera l'objet d'une modélisation dynamique. La question de la répartition spatiale optimale des activités économiques et de conservation de l'environnement sera abordée par le prisme de la théorie des jeux. La modélisation requière l'utilisation d'un logiciel de calculs symboliques (Mathematica) dont l'acquisition fait l'objet d'une demande d'équipement.

L'application de ces recherches à la Bourgogne est immédiate, tant par la présence des zones urbanisées induisant des risques de vulnérabilités environnementales pour les territoires périphériques que par la présence de grandes zones naturelles protégées et classées (PNR Morvan).

#### Résultats escomptés :

Le porteur du projet est spécialisé en économie de l'environnement. Il est l'auteur de deux publications récentes sur le rôle des investissements publics dans la définition d'une des politiques régionales du développement durable. La première étudie l'impact des investissements en remédiation environnementale sur la réputation d'une destination touristique. La seconde concerne la régulation des investissements publics en infrastructure verte dans un contexte de concurrence entre communautés locales. Au cours de ses séjours

postdoctoraux, il a développé une solide expérience de recherche en théorie des jeux et en modélisation dynamique. Par ailleurs, il a tissé un important réseau de collaboration scientifique avec des chercheurs spécialisés en environnement, en théorie des jeux et en modélisation dynamique. Ses compétences et son expérience de recherche combinées à celles disponibles au travers de son réseau de collaboration garantissent la faisabilité du programme de recherche.

Le programme de recherche proposé s'intègre dans l'évolution des thèmes gouvernance et institutions d'une part et développement durable d'autre part du projet SHS4 073. Les résultats obtenus seront valorisés sous la forme de publications dans des revues internationales à comité de lecture et de communications dans des conférences scientifiques internationales.

Le programme de recherche vise par ailleurs trois modalités d'intégration et de développement dans les structures d'accueil :

#### **INSERTION DU PROGRAMME DE RECHERCHE DANS LES AXES DE L'UNITÉ D'ACCUEIL**

Ce programme de recherche sera développé au sein du Laboratoire d'Économie et de Gestion (LEG-UMR 5118) dirigé par Catherine Baumont, dans le cadre de l'équipe AMIE (Analyse et Modélisation des Interactions Économiques). La question de recherche retenue - le développement durable des territoires - situe clairement le programme proposé dans l'axe « Analyse des territoires ». Cependant, le cadre d'analyse choisi - nouvelle économie géographique, théorie des jeux et modélisation dynamique - insère également ce projet dans l'axe « Modélisation des interactions économiques » de l'équipe AMIE (collaboration avec L. Julien). Au titre des crédits scientifiques, la demande est destinée à permettre au porteur du projet de rencontrer ses coauteurs pour finaliser ses travaux de recherche en cours lors de missions en France et à l'étranger. Elle vise également à permettre aux membres du LEG de profiter du réseau de collaboration du porteur du projet. Dans cette perspective, il est prévu d'inviter des personnalités aussi éminentes que Mabel Tidball (DR INRA, Lameta, Montpellier) Georges Zaccour (Titulaire de la chaire de théorie des jeux et de gestion, HEC Montreal), Guiomar Martin-Herran (Vice-recteur de l'université de Valladolid) et Olivier Rubel (Professeur assistant à l'université de Californie - Davis) à venir présenter un séminaire au LEG.

#### **INSERTION DU PROGRAMME DE RECHERCHE DANS LES PROJETS REGIONAUX : MSH et PARI**

Le programme de recherche proposé s'inscrit dans les axes « Marché, institution et gouvernance » et « Territoires et environnement » de la MSH de Dijon.

Par ailleurs, il s'insère dans le projet SHS 4 « marché, institutions et gouvernance » du Plan d'Actions Régionales pour l'Innovation 2012 au titre du projet 073 LEG et de son thème : « Les marchés : nouvelles régulations, nouveaux acteurs, nouveaux enjeux : développement durable »

#### **INSERTION DU PROGRAMME DE RECHERCHE DANS LE PROJET PRES : LabeX PERGAUD**

Le programme de recherche s'intègre parfaitement dans l'Appel à Projets Laboratoire d'Excellence PERGAUD : « Interaction Homme-Environnement et Territoires Durables » déposé par le PRES Bourgogne Franche Comté (Catherine Baumont, coordinatrice scientifique pour le LEG) et plus précisément dans les Axes et WP suivants : Axe 1 « From natural environments to domestication of the environment », Axe 3 « Urban sprawl patterns and their environmental Marks » et WP3 Excellence network MAPS « Modeling urban sprawl Assessing environmental effects, and Planning Sustainable territories »).

#### **Calendrier prévisionnel de réalisation :**

Le programme est de 24 mois.

##### **Année 2012 :**

- participations à deux colloques internationaux (parmi les 4 visés NARSC North American Regional Science Conference, ISDG International Society for Dynamic Games, EAERE European Association for Environmental and Resource Economists, ERSA European Regional Science Association)
- participation à des colloques nationaux : congrès de l'AFSE, congrès de l'ASRDLF
- organisation de deux séminaires au sein du LEG-AMIE (chercheurs invités)
- missions scientifiques (équipe de recherche des collaborateurs du programme)

##### **Année 2013 :**

- participations à deux colloques internationaux (sur les 4 visés)
- participation à des colloques nationaux : congrès de l'AFSE, congrès de l'ASRDLF
- Organisation d'une journée d'étude MSH de l'Axe « Territoires et Environnement ».
- Missions scientifiques (équipes de recherche des collaborateurs du programme)

*Ces actions seront éventuellement reportées sur 2014 en fonction de la date de démarrage du programme de recherche.*

Année 2014 : Journée d'étude Labex, clôturant le programme FABER « Allocation spatiale optimale des activités économiques et de protection de l'environnement »

**Livrables proposés :**

Soumission de communications aux colloques internationaux et nationaux visés : au cours du programme

Soumission d'articles dans des revues anglo-saxonnes référencées par le CNRS : fin 2012

Année 2012-2013 : animation de 4 séminaires du LEG (chercheurs invités)

Année 2013 : journée d'étude MSH (Territoires et Environnement) : 2 communications invitées, 8 communications sélectionnées, 40 participants

Année 2014 : Journée d'étude Labex, clôturant le programme FABER « Allocation spatiale optimale des activités économiques et de protection de l'environnement » : 2 conférenciers invités, 16 communications sélectionnées (2 sessions parallèles), 50 participants (économistes, aménageurs, géographes, urbanistes...)

# Fiche CONTRAT D'ETUDE : BUDGET PREVISIONNEL

Responsable scientifique du contrat d'étude :

Denis CLAUDE MCF (FABER)

Préciser si 2e tranche contrat d'étude 2010 ou nouvelle opération

intitulé de l'opération :

<b>FABER PARI SHS 4 073 LEG : Marché Institutions</b> Gouvernance Titre du programme FABER "Allocation spatiale optimale des activités économiques et de protection de l'environnement" durée 24
--

régime fiscal

TTC

HT

Argumentaire scientifique à joindre en fichier annexe

CHARGES	MONTANT EN EUROS	PRODUITS	MONTANT EN EUROS
<b>I. Charges directes affectées à l'action</b>		<b>I. Ressources directes affectées à l'action</b>	
<b>60 - Achat</b>		<b>70 - Vente de produits finis, prestations de services, marchandises</b>	
Prestations de services (dont sous traitance)			
Achats matières et fournitures (restauration, hotel pour chercheurs invités séminaires et journées d'étude)	2000		
Autres fournitures (dont dépenses de petits équipements)			
		<b>74- Subventions d'exploitation</b>	
Locations		Etat: (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s))	
Entretien et réparation		UB BQR 2012	2600
Assurance		Région(s):	7400
Documentation			
<b>62 - Autres services extérieurs</b>		Département(s):	
Rémunérations intermédiaires et honoraires (dont stagiaires)			
Publicité, publication		Commune(s):	
Déplacements, missions (colloques internationaux et nationaux)	8000		
Services bancaires, autres (traduction)		Organismes sociaux (à détailler) :	
<b>63 - Impôts et taxes</b>		Fonds européens	
Impôts et taxes sur rémunération		Agence de service et de paiement (emploi aidés)	
Autres impôts et taxes		Autres aides, dons ou subventions affectées	
<b>64- Charges de personnel</b>			
Rémunération des personnels			
Charges sociales		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
Autres charges de personnel			
<b>Total des charges</b>		<b>Total des produits</b>	
<b>86- Emploi des contributions volontaires en nature</b>		<b>87- Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	

TOTAL	10000	TOTAL	10000
<b>PIECES A FOURNIR :</b>	<b>⇒ Devis de sous-traitance</b>		

\*



B1 Annexe scientifique à la demande de fonctionnement (contrat d'étude)

Intitulé de l'opération : 073 LEG Marchés Institutions Gouvernance - FABER - M. CLEVENOT (MCF)  
*Pratiques et perspectives de développement de la modélisation stock-Fux »*

**RESPONSABLE SCIENTIFIQUE DE L'OPERATION :**

Nom Prénom	Mickaël CLEVENOT
Unité de recherche	Laboratoire d'Economie et de Gestion
Equipe interne	FARGO
Coordonnées mail	Mickael.clevenot@u-bourgogne.fr
Coordonnées tel et fax	LEG secrétariat : Tel 03 80 39 54 30 Fax 03 80 39 54 43

LISTE NOMINATIVE DES PARTICIPANTS A L'OPERATION			
Etablissement	Nom Prénom	Grade et fonctions	Temps de travail dédié à la réalisation du programme scientifique en % d'ETP
UB	Clévenot Mickaël	MCF	100%
UB	Llorca Matthieu	MCF	20%
UB	Desmedt Ludovic	MC	20%
UB	Piégay Pierre	MCF	20%
UB	Diop Momar	Doctorant	100%
UB	Gautier Laurent	MCF	20%
U Paris 13	Mazier Jacques	PR	10%
U. Paris 13	Reyes Ortis Luis	Doctorant	10%
U. Bordeaux 4 IEP	Lehéron Edwin	MCF HDR	10%
U. Paris 8	Charles Sébastien	MCF	10%
U. Lille 1	Duwicquet Vincent	MCF	10%
U. de Picardie	Dallery Thomas	MCF	10%
U. Paris 7	Guy Yann	Doctorant	10%

**- Présentation du programme scientifique faisant l'objet de la demande : objectifs visés**

La demande entre dans le cadre du programme FABER et vise à favoriser mon installation au sein du LEG et mon intégration scientifique dans les projets de recherche en Bourgogne (MSH).

Titulaire d'un doctorat en sciences économiques de L'université de Paris 13, j'ai rejoint l'Université de Bourgogne en tant que Maître de conférences en sciences économiques en septembre 2011. J'ai intégré le LEG (UMR 5118 CNRS) et son équipe FARGO (Finance, Architecture et Gouvernance des Organisations).

Mon programme de recherche est articulé autour d'un axe principal, l'analyse de la financiarisation des régimes de croissance à partir de la Théorie de la Régulation et la de modélisation postkeynésienne Flux-Stock. Un second thème découlant des deux premiers concerne la manière dont les institutions se transforment à travers la formation de compromis. Ces compromis passent par la stabilisation de conventions langagières, aussi l'analyse de la formation de ces conventions paraît devoir renforcer les fondations du premier axe tout en formant un champ d'études à part entière.

L'analyse régulationniste est une approche d'économie appliquée historique institutionnaliste. Cette tradition réalise une synthèse entre l'approche macroéconomique postkeynésienne tout en s'enrichissant des apports de l'École historique française des Annales et de l'ancien institutionnalisme représenté par des auteurs comme Commons, ou Polanyi. Elle s'est illustrée dans le passé par l'identification du régime fordien, c'est-à-dire la caractérisation des cohérences économiques et institutionnelles ayant contribué à l'émergence des trente glorieuses, ainsi qu'à leur déclin. Plus récemment, au début des années 2000, M. Aglietta et R. Boyer, les pères fondateurs de cette approche se sont intéressés à la possible émergence d'un nouveau régime de croissance, successeur du fordisme fondé sur la finance. Ainsi fût évoquée la possibilité d'un régime patrimonial, tiré par des effets richesse financière. C'est dans cette perspective que j'ai inscrit ma thèse. La question à laquelle j'ai tenté de répondre a été : La France peut-elle importer le modèle de croissance financiarisé ?

Pour tenter d'apporter un éclairage spécifique sur cette question, j'ai mobilisé la modélisation Flux-Stock qui semblait parfaitement adéquate pour représenter les effets induits par une financiarisation croissante. De surcroît, cette approche constitue la modernisation de l'approche macroéconomique postkeynésienne à laquelle se rattache la Théorie de la Régulation. Les résultats obtenus dans la thèse ont été de deux ordres. D'une part, l'idéal type formé par le modèle de croissance patrimoniale n'a jamais existé, ni aux États-Unis, ni ailleurs. Par conséquent vouloir importer un modèle qui n'existait pas n'a guère

de sens. D'autre part, le modèle de croissance américain en formation à partir du milieu des années 90 est un modèle tiré par le crédit, favorisé par des effets de richesse financière et immobilière. Ce régime possède une certaine cohérence, mais est extrêmement fragile car il repose sur des déséquilibres financiers importants, tant du point de vue des ménages, que des déficits extérieurs. Par conséquent, il n'était ni possible, ni souhaitable d'importer ce modèle. Pas possible car la structure institutionnelle française avec une retraite gérée en répartition, limite les effets de richesse financière, que le crédit immobilier est beaucoup plus encadré en France qu'aux États-Unis et qu'il n'existe pas les mécanismes de crédit immobilier hypothécaire et de rechargement de crédit à l'origine de la crise des subprime.

Du point de vue de la modélisation, ce travail constituait une première tentative de rapprochement entre ces deux traditions théoriques. Mais ce rapprochement a conduit à un certain appauvrissement des hypothèses régulationnistes dont l'une des hypothèses fondatrices repose sur la transformation endogène des régimes de croissance. Or, les régimes représentés dans la thèse sont restés trop proches de la tradition Flux-Stock qui impose une stabilisation de ratio de comportement impliquant une stabilité institutionnelle d'ensemble. La prochaine étape de ce programme de recherche consistera à écrire des modèles qui permettent de décrire la dérive endogène des régimes de croissance, leur endométabolisme (F. Lordon [1993]). Ceci peut être réalisé par l'endogénéisation des variables décrivant la répartition des revenus dans l'économie, en mobilisant les travaux de R. Goodwin, mais encore décrivant les phénomènes d'épuisement progressif des gains de productivité d'un modèle productif, ou bien en représentant la montée des exigences financières et ses effets sur l'allocation de l'épargne (Kaldor, Pasinetti).

Ces modifications sont induites par des crises qui entraînent la transformation progressive du cadre institutionnel et réglementaire. L'explication de la formation de ces modifications passe par la compréhension de la manière dont se forment les compromis sociopolitiques. Ces compromis sont à la fois résultats des rapports forces politiques mais également des discours qu'ils produisent. Il paraît donc essentiel de comprendre le processus de formation des conventions langagières, autrement dit des représentations pour tenter de cerner la production des compromis ou à tout le moins la stabilisation des représentations.

#### Résultats escomptés :

Le programme de recherche proposé s'intègre dans l'évolution des thèmes gouvernance, institutions et croissance du projet SHS4 073.

Cette démarche de recherche trouve parfaitement sa place au sein du thème de recherche « gouvernance des institutions monétaires » de l'équipe FARGO et plus précisément des travaux qui sont développés sur l'analyse et les politiques post-keynésiennes dans la tradition de l'école dijonnaise. Ces recherches développent ces approches dans deux directions : l'approche régulationniste d'une part et la modélisation d'autre part.

Ces recherches s'inscrivent par ailleurs dans deux axes thématiques de la MSH de Bourgogne.

D'une part, dans une recherche pluridisciplinaire rattachée à l'axe « Langages, identités, représentations ». Celui-ci mobilise des économistes, des gestionnaires, des financiers et des linguistes de l'Université de Bourgogne, de Besançon, de Lugano et de Berne. L'objectif de cette démarche va consister à mobiliser les nouveaux supports de communication comme Twitter, et/ou Google Insight de façon à analyser les discours de nature économique pour observer la formation des conventions langagières.

D'autre part, l'analyse des transformations institutionnelles et réglementaires se rattache aisément à l'axe « Marchés, institutions, gouvernance ». Les régimes de croissance encadrés dans l'institutionnel sont plus ou moins performants en fonction de la cohérence du cadre institutionnel dans lequel ils se déploient. Que ces institutions concernent les modalités de la concurrence, les modalités d'insertion internationale ou les caractéristiques du système social d'innovation et de production, tous ces éléments peuvent être rapprochés de la notion de gouvernance.

Afin de réaliser ces travaux j'aurais besoin d'acquérir le logiciel de modélisation économique Eviews. Une journée de recherche « *Modélisation postkeynésienne flux-stock en pratique* » autour des applications de la modélisation post-keynésienne établie à partir de ce logiciel sera organisée au printemps 2012. Elle me permettrait d'entretenir et de développer mon réseau dans ce domaine et d'en faire bénéficier le LEG. L'animation scientifique réalisée à travers cette journée pourrait également bénéficier aux membres du laboratoire par une présentation détaillée de cette approche entretenant une proximité certaine avec les thématiques développées au sein du CEMF. Une thèse qui débute préparée par O. Diop s'appuie en partie sur cette méthode.

La valorisation des recherches se réalisera par la participation à différents colloques nationaux et internationaux afin de confronter ces recherches aux autres travaux et rencontrer les spécialistes de l'école de la régulation.

Mes fonctions au sein du comité de rédaction de la Revue de la Régulation me permettront par ailleurs d'impliquer le LEG et la MSH dijonnaise dans la dynamique de cette revue (soutenue par la MSH de l'Université de Paris Nord et l'Association Française d'Economie Politique : AFEP).

**Calendrier prévisionnel de réalisation :**

Le programme est de 24 mois.

**Année 2012 :**

- participations à deux colloques (Congrès de l'Association Française d'Economie Politique - juillet 2012 - et congrès international Post-Keynesian Economists and Crisis, octobre 2012)
- Mission scientifique : Revue de la Régulation
- Journée d'Etude « *Modélisation postkeynésienne flux-stock en pratique* »

**Année 2013 :**

- participations à deux colloques (Congrès de l'Association Française d'Economie Politique - juillet 2013 - et 8th International Conference on Economic Theory and Policy - juin 2013)
- Mission scientifique : Revue de la Régulation
- Journée d'Etude : Discours économique et formation des conventions langagières : une perspective régulationniste.
- 

*Ces actions seront éventuellement reportées sur 2014 en fonction de la date de démarrage du programme de recherche.*

**Livrables proposés :**

Soumission de communications aux colloques internationaux et nationaux visés : au cours du programme

Soumission d'articles dans des revues anglo-saxonnes référencées par le CNRS : fin 2012

Année 2012 : Journée d'étude MSH - LEG « *Modélisation postkeynésienne flux-stock en pratique* »

Année 2013 : journée d'étude MSH - LEG - CGC « Discours et formation des conventions langagières » pour les discours économiques : une perspective régulationniste ».

## Fiche CONTRAT D'ETUDE FABER: BUDGET PREVISIONNEL

Responsable scientifique du contrat d'étude :

Mickaël CLEVENOT (MCF)

nouvelle opération

intitulé de l'opération :

FABER PARI SHS 4 073 LEG "Marché Institutions Gouvernance"  
 Titre du programme FABER "Pratiques et perspectives de développement de la  
 modélisation flux-stock"  
 durée 24 mois

régime fiscal

 TTC     HT

Argumentaire scientifique à joindre en fichier annexe

CHARGES	MONTANT EN EUROS	PRODUITS	MONTANT EN EUROS
<b>I. Charges directes affectées à l'action</b>		<b>I. Ressources directes affectées à l'action</b>	
<b>60 – Achat</b>		<b>70 – Vente de produits finis, prestations de services, marchandises</b>	
Prestations de services (dont sous traitance)			
Achats matières et fournitures (restauration, hotel pour chercheurs invités séminaires et journées d'étude)	3000		
Autres fournitures (dont dépenses de petits équipements) logiciel Eviews, documentations	1000		
		<b>74- Subventions d'exploitation</b>	
Locations		Etat: (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s))	
Entretien et réparation			
Assurance		UB BQR 2012	2000
Documentation		Région(s):	7000
<b>62 - Autres services extérieurs</b>		Département(s):	
Rémunérations intermédiaires et honoraires (dont stagiaires)			
Publicité, publication		Commune(s):	
Déplacements, missions (colloques internationaux et nationaux)	4000		
Services bancaires, autres (traduction)	1000	Organismes sociaux (à détailler) :	
<b>63 - Impôts et taxes</b>		Fonds européens	
Impôts et taxes sur rémunération		Agence de service et de paiement (emploi aidés)	
Autres impôts et taxes		Autres aides, dons ou subventions affectées	
<b>64- Charges de personnel</b>			
Rémunération des personnels			
Charges sociales		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
Autres charges de personnel			
<b>Total des charges</b>		<b>Total des produits</b>	
<b>86- Emploi des contributions volontaires en nature</b>		<b>87- Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>9000</b>	<b>TOTAL</b>	<b>9000</b>

- ⇒ Devis de sous-traitance
- ⇒ Devis des petits équipements
- ⇒ Consommables : liste descriptive et estimation des montants
- ⇒ Lettres d'engagement de cofinancement/autofinancement

PIECES A FOURNIR :

\*

**CREDITS REGIONAUX : programme FABER**

<b>Identité et grade du bénéficiaire du programme FABER :</b>		Frédéric LASSALLE MCF
<b>Date de nomination dans un établissement de recherche en Bourgogne :</b>		1er septembre 2011
<b>Coordonnées professionnelles</b>	mail	<u>Frederic.lassalle@u-bourgogne.fr</u>
<b>Unité d'accueil :</b>	tel/fax adresse postale	Laboratoire d'Economie et de Gestion (Tel : 03 80 39 54 30, Fax : 03 80 39 54 43)  PEG - 2 bd Gabriel - 21000 Dijon

L'argumentaire du projet scientifique est à joindre dans un fichier annexe

**nota**

- Equipements, pour faire une demande de subvention, utilisez une fiche Equipements
- Fonctionnement (contrat d'étude), pour faire une demande de subvention : utiliser une fiche contrat d'étude
- Allocation de Thèse, pour faire une demande de subvention : utiliser une fiche D distincte
- Allocation Post-doctorale, pour faire une demande de subvention: utiliser une fiche E distincte

**PIECES A FOURNIR :**

- **arrêté de nomination et CV de l'enseignant chercheur ou du chercheur**

*Le Bénéficiaire du programme FABER s'engage à maintenir en Bourgogne les matériels financés et à apposer sur tous les supports financés le logo de la région Bourgogne*

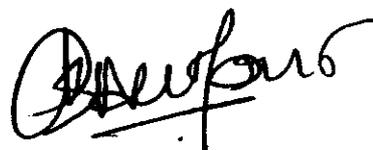
*Le Bénéficiaire du programme FABER s'engage à rester en Bourgogne le temps de l'opération financée.*

**Signatures**

Le bénéficiaire du programme FABER



Le Directeur de l'Unité de recherche



**B1 Annexe scientifique à la demande de fonctionnement (contrat d'étude)**

**Intitulé de l'opération : 073 LEG Marchés Institutions Gouvernance - FABER - F. Lassalle MCF**  
*Analyse du pouvoir et de la performance des organisations sportives internationales*

**RESPONSABLE SCIENTIFIQUE DE L'OPERATION :**

Nom Prénom	Frédéric LASSALLE
Unité de recherche	Laboratoire d'Economie et de Gestion
Equipe interne	FARGO
Coordonnées mail	Frederic.lassalle@u-bourgogne.fr
Coordonnées tel et fax	LEG secrétariat : Tel 03 80 39 54 30 Fax 03 80 39 54 43

**LISTE NOMINATIVE DES PARTICIPANTS A L'OPERATION**

Etablissement	Nom Prénom	Grade et fonctions	Temps de travail dédié à la réalisation du programme scientifique en % d'ETP
UB	Lassalle Frédéric	MCF	100%
UB	Charreaux Gérard	PR	10%
UB	Llorca Matthieu	MCF	30%
Univ Méditerranée	Meschi Pierre-Xavier	PR	Temps recherche, séminaires
EDHEC	Métais Emmanuel	PR	Temps recherche, séminaires

**- Présentation du programme scientifique faisant l'objet de la demande : objectifs visés**

La demande entre dans le cadre du programme FABER et vise à favoriser mon installation au sein du LEG et mon intégration scientifique dans les projets de recherche en Bourgogne.

Titulaire d'un doctorat en Sciences de Gestion, soutenu en 2010 à l'Université d'Aix Marseille III, j'ai été recruté en octobre 2011 comme MCF à l'Université de Bourgogne et j'intègre le LEG et son équipe de recherche FARGO (Finance, Architecture et Gouvernance des Organisations). Le thème de mes recherches s'intéresse à la gouvernance des organisations sportives internationales (Lassalle, conférence AIMS 2009, Lassalle Revue Européenne de Management du Sport, 2010, Lassalle, revue M&A 2010) et les systèmes relationnels qu'elles mettent en place pour l'organisation d'un événementiel sportif international. Ces recherches posent diverses questions comme l'échec peut-il s'expliquer par les pouvoirs présents dans les relations entre les organisations ? La performance de l'organisation dépend-elle des systèmes relationnels en place ? L'ensemble de ces questions m'a permis de participer à différents colloques (AIMS, AOM) mais aussi de publier dans des revues classées au CNRS (M&A, RSG, FCS). Mes nouvelles thématiques de recherches s'intéressent de plus en plus aux questions de performance dans les organisations avec l'importance du décalage entre les aspirations et les résultats effectifs, sur la présence des ruptures comme facteurs de performance ou encore la stabilité comme élément de performance.

Afin de poursuivre au sein du LEG, la valorisation et le développement de ces recherches, je sollicite une aide dans le cadre du programme FABER.

La valorisation visée est internationale, du fait du sujet traité, et s'appuie sur la participation à des colloques internationaux prestigieux en Stratégie et Management au cours desquels il est possible de confronter ses recherches en vue de publications internationales, d'assister aux présentations des meilleurs spécialistes et de développer des collaborations. Trois colloques sont plus particulièrement visés : colloque SMS (Stratégic Management Society, colloque AOM (Academy of Management), colloque AIB (Academy of International Business). Ces colloques sont très sélectifs : par exemple pour l'AOM, 1380 articles de recherche sur 6088 papiers soumis (Source AOM 2010), 4000 participants et composé uniquement d'environ 200 chercheurs français. Ces colloques se déroulent sur plusieurs journées et principalement en Amérique du Nord et la participation demande donc un financement important (2000 €).

Le programme de recherche proposé s'intègre dans l'évolution des thèmes gouvernance des organisations d'une part et gouvernance mondiale d'autre part du projet SHS4 073.

Le développement de mes recherches au sein du LEG passe par ailleurs par différents canaux. La nature de mes recherches sur la gouvernance des organisations et le management stratégique dans le domaine du sport trouve parfaitement sa place au sein des axes de l'équipe FARGO : gouvernance des organisations privées, non privées, internationales. Ces recherches m'ont déjà permis de tisser des relations avec des chercheurs de l'Université de la Méditerranée, du groupe Sup de Co Montpellier ou de l'Edhec Business School. Ces collaborations seront poursuivies au sein du LEG-FARGO via l'organisation de séminaires (2 chercheurs invités

par an).

Ces recherches devraient enfin me permettre de m'intégrer rapidement, par différentes collaborations interdisciplinaires Economistes-Gestionnaires au sein du LEG (économie, marketing, management) et au sein du programme interdisciplinaire de la MSH notamment : Thème « Marchés et régulation du sport et des activités physiques » de l'Axe « Marchés Institutions Gouvernance ».

#### Résultats escomptés :

La présentation de mes travaux de recherche dans ces colloques internationaux permettra une valorisation du laboratoire de recherche (LEG) ainsi que la création de lien avec d'autres chercheurs internationaux. Ces colloques regroupant peu de chercheurs français permettront de favoriser des échanges avec d'autres équipes de recherches et la possibilité de lancer de nouvelles recherches avec mes collègues du Laboratoire d'Economie et de Gestion.

Ils permettent aussi de progresser grâce aux différents échanges pendant l'ensemble des activités du colloque, pour permettre par la suite la publication de recherche dans des revues internationales anglosaxonnes de catégories 1 et 2 (CNRS) : Journal of Management Studies, Journal of Management, Advances in Strategic Management... Des frais de relecture sont associés à ces publications (environ 300€ par article) Les recherches interdisciplinaires sur ce thème mobilisent des économistes, des gestionnaires (management, marketing) et des juristes.

#### Calendrier prévisionnel de réalisation :

Le programme est de 24 mois.

##### Année 2012 :

- participations à deux colloques internationaux (sur les 4 visés : AOM, SMS AIB, AIMS)
- organisation d'un séminaire au sein du LEG-FARGO sur la thématique « Pouvoir et performance des organisations sportives internationales »

##### Année 2013 :

- participations à deux colloques internationaux (sur les 4 visés)
- participation à des colloques nationaux : journées de IAE, AIMS (colloque organisé en France)
- Organisation d'une journée d'étude MSH sur le thème « Marchés et régulation du sport et des activités physiques » de l'Axe « Marchés Institutions Gouvernance ».

*Ces actions seront éventuellement reportées sur 2014 en fonction de la date de démarrage du programme de recherche.*

#### Livrables proposés :

Soumission de communications aux colloques visés : au cours du programme

Soumission d'articles dans des revues anglo-saxonnes référencées par le CNRS : fin 2012

Année 2012-2013 : animation de 2 séminaires du LEG-FARGO

Année 2013 : journée d'étude MSH (2 communications invitées, 8 communications sélectionnées, 40 participants, Laboratoires organisateurs LEG, CREDIMI, SPMS)

## Fiche CONTRAT D'ETUDE FABER: BUDGET PREVISIONNEL

Responsable scientifique du contrat d'étude :

Frederic Lassalle (MCF)

nouvelle opération

intitulé de l'opération :

FABER PARI SHS 4 073 LEG "Marché Institutions Gouvernance"  
 Titre du programme FABER "Analyse des formes de pouvoir et performance dans les organisations sportives internationales" durée 24 mois

régime fiscal

 TTC  HT

Argumentaire scientifique à joindre en fichier annexe

CHARGES	MONTANT EN EUROS	PRODUITS	MONTANT EN EUROS
<b>I. Charges directes affectées à l'action</b>		<b>I. Ressources directes affectées à l'action</b>	
<b>60 - Achat</b>		<b>70 - Vente de produits finis, prestations de services, marchandises</b>	
Prestations de services (dont sous traitance)			
Achats matières et fournitures (restauration, hotel pour chercheurs invités séminaires et journées d'étude)	1000		
		<b>74- Subventions d'exploitation</b>	
Locations		Etat: (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s))	
Entretien et réparation			
Assurance		UB BQR 2012	2500
Documentation		Région(s):	9500
<b>62 - Autres services extérieurs</b>		Département(s):	
Rémunérations intermédiaires et honoraires (dont stagiaires)			
Publicité, publication		Commune(s):	
Déplacements, missions (colloques internationaux et nationaux)	10000		
Services bancaires, autres (traduction)	1000	Organismes sociaux (à détailler) :	
<b>63 - Impôts et taxes</b>		Fonds européens	
Impôts et taxes sur rémunération		Agence de service et de paiement (emploi aidés)	
Autres impôts et taxes		Autres aides, dons ou subventions affectées	
<b>64- Charges de personnel</b>			
Rémunération des personnels			
Charges sociales		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
Autres charges de personnel			
<b>Total des charges</b>		<b>Total des produits</b>	
<b>86- Emploi des contributions volontaires en nature</b>		<b>87- Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>12000</b>	<b>TOTAL</b>	<b>12000</b>

PIECES A FOURNIR :

- ⇒ Devis de sous-traitance
- ⇒ Devis des petits équipements
- ⇒ Consommables : liste descriptive et estimation des montants
- ⇒ Lettres d'engagement de cofinancement/autofinancement

\*

## Fiche E : allocation post-doctorale

Responsable scientifique :

Patrick BOUCHET

Intitulé des travaux :

STRATEGIES IDENTITAIRES, EXPERIENCES VECUES ET  
COMPORTEMENTS VIOLENTS DES PUBLICS DE SPECTACLES  
SPORTIFS

Durée prévisionnelle du séjour :

en mois 12

Date prévisionnelle de prise de fonctions :

jj/mm/aa janv-13

critères d'éligibilité d'un candidat à une position post doctorale : se référer au règlement d'intervention "Jeunes Chercheurs"

Typologie	Cofinancement (montant)	Cofinancement (origine)	Demande de subvention	Coût total
E3 Région- Etablissement d'enseignement supérieur et de recherche et organismes de recherche hors partenariat	0	Joindre la lettre d'engagement du cofinancier	42000	42 000 €

avis et signature du directeur de l'unité de recherche

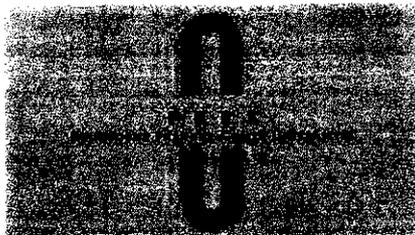
M. F. Larroque

Avis très favorable

PIECES A FOURNIR :  
au dépôt de la demandepuis, si la demande est soutenue :  
informations nécessaires à la rédaction de  
la convention financière

argumentaire scientifique et lettres d'engagement des co-financiers

- ☞ justificatif de la publicité de l'offre de position post doctorale
- ☞ lettre d'accueil du directeur de laboratoire précisant la durée du contrat, la date de prise de fonctions et la date de fin de fonctions
- ☞ CV du candidat retenu
- ☞ attestation de doctorat
- ☞ engagement du candidat
- ☞ le cas échéant, copie de la convention d'accueil permettant l'obtention du titre de séjour



Post-doctorat  
**"STRATEGIES IDENTITAIRES, EXPERIENCES VECUES ET  
COMPORTEMENTS VIOLENTS DES PUBLICS DE SPECTACLES SPORTIFS**

**OPERATION DE RECHERCHE - SPMS  
UNIVERSITE DE BOURGOGNE**

EA 4180 SPMS - Université de Bourgogne  
adresse du site Internet du laboratoire  
<http://spms.u-bourgogne.fr/>

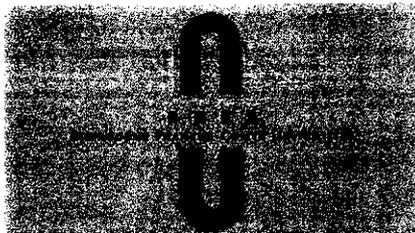
**Description du poste dans le programme de recherche**

Dans le cadre du projet intégré SHS 4 - Marchés Institutions Gouvernance - du *Plan d'Actions Régional pour l'Innovation*, financé par le Conseil Régional de Bourgogne, l'opération de recherche du post-doctorant vise à contribuer à la reconnaissance internationale du laboratoire SPMS (groupe relations sociales et dynamique identitaire) sur l'étude des *stratégies identitaires, des expériences vécues et des comportements violents des publics de spectacles sportifs*.

Dans le cadre de l'opération de recherche "*STRATEGIES IDENTITAIRES, EXPERIENCES VECUES ET COMPORTEMENTS VIOLENTS DES PUBLICS DE SPECTACLES SPORTIFS*" du projet intégré, le travail du post-doctorant vise à réaliser une analyse permettant de dégager des typologies compréhensives de la consommation du spectacle sportif en fonction des modes de réception du spectacle par les nouveaux publics et les logiques et les valeurs sous-jacentes. Les résultats obtenus dans le cadre des analyses et des observations en situation réelle devraient nous permettre de proposer un cadre hypothético-déductif plus élaboré nous permettant d'orienter nos hypothèses pour les protocoles quasi-expérimentaux en milieu naturel (année 3).

L'objectif académique et socio-économique de ce programme de recherche est de proposer des modalités de gestion durable du spectacle sportif grâce à une gestion plus efficiente des foules sportives et un management plus responsable des nouveaux publics. Il devrait permettre de proposer des moyens pour réguler et gouverner son développement durablement, des outils de diagnostic et de prévention pour limiter voire juguler les comportements déviants (individuels, groupaux ou collectifs), aussi bien du côté de sa diffusion que de sa réception.

En s'appuyant sur un réseau d'événements nationaux et internationaux, il contribue enfin à valoriser scientifiquement des travaux d'envergure, ainsi que d'autres acteurs institutionnels de la région, en particulier en proposant des règles de « bonnes pratiques » ou de « bonnes conduites » pour les acteurs chargés de la gestion des spectacles sportifs dans les enceintes dédiées (notamment les joueurs, les entraîneurs et les publics sur place, et pour les acteurs chargés de la retransmission de ces spectacles (personnels des chaînes sportives et journalistes essentiellement).



### **Profil souhaité**

Intitulé des travaux : *"STRATEGIES IDENTITAIRES, EXPERIENCES VECUES ET COMPORTEMENTS VIOLENTS DES PUBLICS DE SPECTACLES SPORTIFS"*.

Le candidat doit être titulaire d'un doctorat en Sciences Humaines et Sociales en STAPS (74<sup>e</sup> section option sciences de gestion) ou en marketing (6<sup>e</sup> section). Une maîtrise des techniques d'investigation en situation réelle et devant les écrans est indispensable. La maîtrise des fondamentaux en marketing et en management du sport *event*, ainsi que la familiarité avec les méthodes qualitatives et les modèles ethnosociologiques d'investigation sera appréciée, afin de développer et proposer de nouveaux outils d'enquêtes *in situ*. La rédaction d'articles académiques et professionnels est nécessaire.

Cette analyse permettra de dégager des typologies compréhensives de la consommation du spectacle sportif en fonction des modes de réception du spectacle par les nouveaux publics et les logiques et les valeurs sous-jacentes. Les résultats obtenus dans le cadre des analyses et des observations en situation réelle devraient nous permettre de proposer un cadre hypothético-déductif plus élaboré nous permettant d'orienter nos hypothèses pour les protocoles quasi-expérimentaux en milieu naturel (année 3). L'objectif académique et socio-économique de ce programme de recherche est de proposer des modalités de gestion durable du spectacle sportif grâce à une gestion plus efficiente des foules sportives et un management plus responsable des nouveaux publics. Il devrait permettre de proposer des moyens pour réguler et gouverner son développement durablement, des outils de diagnostic et de prévention pour limiter voire juguler les comportements déviants (individuels, groupaux ou collectifs), aussi bien du côté de sa diffusion que de sa réception.

Le candidat doit être en mesure de travailler en équipe et si possible posséder une expérience de l'interdisciplinarité : former des stagiaires, rédiger des guides utilisateurs, récupérer des données, rendre les résultats, rédiger des rapports préparer et présenter les résultats en réunions. Une bonne maîtrise de l'anglais est aussi vivement recommandée.

### **Conditions de travail**

Rémunération forfaitaire brute mensuelle : 2 500 €

Nature du contrat de travail : CDD de droit public

Durée : 12 mois

Date de début du contrat : 1<sup>er</sup> janvier 2013

Lieu de travail : Laboratoire SPMS

### **Modalités de dépôt d'une candidature**

Le CV et la lettre de motivation sont à envoyer par mail au plus tard pour le 10 novembre 2012 à :

Patrick Bouchet  
Laboratoire SPMS  
Faculté des Sciences du Sport  
Campus Universitaire – BP 27877  
21078 Dijon Cedex



**Bourgogne**  
Conseil régional

**Fiche D : CREDITS REGIONAUX : ALLOCATION DE THESE**

ECOLE DOCTORALE : LISIT

LABORATOIRE D'ACCUEIL : LABORATOIRE D'ECONOMIE ET DE GESTION

DIRECTEUR DE THESE : Catherine Baumont

INTITULE DU SUJET : Localisation des activités économiques et recyclage des ressources rares : une approche par l'économie géographique

DATE PREVISIONNELLE DE RECRUTEMENT DU DOCTORANT : 01/09/2012

MODALITES DE RECRUTEMENT : concours allocations

**Argumentaire scientifique à joindre en fichier annexe**

Rappel des modalités de soutien régional suivant la typologie précisée dans le règlement d'intervention "Jeunes Chercheurs :

D2 Partenariat laboratoire/entreprise	Durée : 36 mois	Taux : 60 %	Cofinancement : 40 % minimum
D3 Partenariat laboratoire/organismes et BQR	Durée : 36 mois	Taux : 50 %	Cofinancement : 50 % minimum
D4 Co-tutelle internationale de thèse partenaire étranger	Durée : 36 mois ou 18 mois	Taux : 50% ou 100%	convention de co-tutelle internationale de thèse à fournir à l'appui de la demande
D1 FABER	Durée : 36 mois	Taux : 100%	

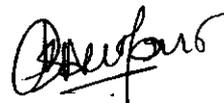
Typologie	Cofinancement (montant)	Cofinancement (origine)	Demande de subvention*	Coût total**
D3	50%	CEA (en cours de discussion)	49500	99 000 €

\* Le montant total de la subvention demandée pour les 36 mois et est engagé en 2012

\*\* Coût d'une thèse de 36 mois prise en charge à 100% : 99 000 € (salaire chargé)

**Avis et signature du Directeur du laboratoire de recherche**

Avis très favorable sur un sujet de thèse associant l'économie géographique et l'économie industrielle et leurs applications aux ressources stratégiques



Avis et signature du Directeur de l'Ecole Doctorale sur le sujet de thèse

PIECES A FOURNIR :  
au dépôt de la demande

puis, si la demande est soutenue :  
informations nécessaires à la  
rédaction de la convention  
financière

argumentaire scientifique et lettres d'engagement des co-financeurs
<ul style="list-style-type: none"> <li>☞ justificatif de la publicité de l'offre d'allocation de thèse</li> <li>☞ CV du candidat retenu</li> <li>☞ engagement du candidat</li> <li>☞ notes et attestation d'obtention du Master ou titre équivalent</li> <li>☞ autorisation d'inscription signée du Directeur de l'Ecole Doctorale</li> </ul>

**Fiche E : allocation post-doctorale**

<b>Responsable scientifique :</b>	Isabelle MOINE-DUPUIS, maître de conférences, CREDIMI		
<b>Intitulé des travaux :</b>	Les droits des personnes face à la révolution numérique		
<b>Durée prévisionnelle du séjour :</b>	en mois	Séjours ponctuels en France"	
<b>Date prévisionnelle de prise de fonctions :</b>	jj/mm/aa	01/07/2012	

critères d'éligibilité d'un candidat à une position post doctorale : se référer au règlement d'intervention "Jeunes Chercheurs"

Typologie	Cofinancement (montant)	Cofinancement (origine)	Demande de subvention	Coût total
E3 Région- Etablissement d'enseignement supérieur et de recherche et organismes de recherche hors partenariat		Co-financement en cours de demande	18 000	20 000 €

*avis et signature du directeur de l'unité de recherche*

Avis Favorable Eric LOQUIN

**PIECES A FOURNIR :**  
au dépôt de la demande

puis, si la demande est soutenue :  
informations nécessaires à la rédaction de la convention financière

**argumentaire scientifique et lettres d'engagement des co-financeurs**

- ➔ justificatif de la publicité de l'offre de position post doctorale
- ➔ lettre d'accueil du directeur de laboratoire précisant la durée du contrat, la date de prise de fonctions et la date de fin de fonctions
- ➔ CV du candidat retenu
- ➔ attestation de doctorat
- ➔ engagement du candidat
- ➔ le cas échéant, copie de la convention d'accueil permettant l'obtention du titre de séjour

## Fiche d'amélioration de projet intégré - année 2012

A remplir par le porteur du projet en lien avec le responsable et le correspondant de la structure fédérative concernée.

### Projet SHS4 Marchés Institutions Gouvernance

Le projet est maintenu	oui	A0A
Le projet est modifié	oui	A0A

### Rappel de l'état d'avancement du projet par le porteur (10 lignes maximum) :

Le projet MIG termine sur le papier sa deuxième année de fonctionnement avec l'implication de 6 structures de recherches : LEG, CREDIMI, CEREN noyau initial en 2010 et SPMS, CGC et CESAER qui les avaient rejoints en 2011. Cette même configuration unissant gestionnaires, économistes, historiens, juristes, sciences des activités physiques et sportives reconduit et développe ses actions pour 2012. Le fonctionnement du PARI SHS4 assure de ce fait son objectif de rendre lisible et identifiable le potentiel de recherche en Bourgogne sur ces thèmes.

Si une réelle pluridisciplinarité du projet SHS4 est en place et stabilisée, l'interdisciplinarité des recherches reste faible : gestionnaires et économistes pour l'essentiel.

Les actions réalisées convergent vers les projets thématiques de la MSH dans son axe « Marchés Institutions Gouvernance » notamment concernant la régulation des activités sportives.

### Suggestions / remarques :

L'année 2012 PARI reste une année blanche pour les actions du projet subventionnées car les crédits ne sont pas encore notifiés au moment où les demandes 2012 doivent être faites. Les actions du projet 073 LEG sont notamment très touchées (à l'exception de l'allocation de recherche BQR-Conseil Régional) car elles n'ont pu se développer qu'en fonction des ressources budgétaires disponibles au sein de l'unité (qui fait un effort d'autofinancement pourtant conséquent correspondant à un tiers de sa dotation) ce qui en limite très considérablement l'envergure : le programme FABER n'a pu démarrer, les ressources humaines et matérielles nécessaires au développement des recherches d'économie et de gestion appliquées n'ont pu être engagées. De même le contrat d'étude SPMS n'a pu se développer qu'à hauteur des financements sans l'appui du post-doc et des crédits de fonctionnement nécessaires. Ce projet ne peut donc connaître ni l'ampleur ni l'état d'avancement qu'il projetait.

Dans le cadre du prochain Conseil thématique, souhaitez-vous présenter le projet intégré ?

oui	non
-----	-----